

FEMMES CAPITAL ET PATRIARCAT

SOMMAIRE :

Blanchisserie de Grenelle. Réduction du temps de travail : à quel prix

Pour le Parti n°42 – Novembre 1981

A propos des équipes : le temps pour les femmes

Pour le Parti n°46 – Mars 1982

Femmes : du patriarcat à la révolution

Pour le Parti n°46 – Mars 1982

La grande lessive ou le bilan que la CGT ne fera pas. 23 mars 1982

Tract de l'OCML Voie Prolétarienne. Cellule Grenelle

Femmes : droit à l'emploi ?

Pour le Parti n°48 – Mai 1982

MLF : Comment se libérer du ménage ?

Pour le Parti n°48 – Mai 1982

Il était une fois... le capital, Laurette et les autres

Pour le Parti n°56 – Janvier 1983



Autour de l'intervention de VP aux Blanchisseries de Grenelle 1980-1982

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



Pour le Parti n°42 novembre 1981

BLANCHISSERIES DE GRENELLE

réduction du temps de travail : à quel prix ?



L'accord sur les 39 heures c'est officiellement une baisse de la durée du travail... et concrètement une aggravation des conditions du travail ouvrier. La bourgeoisie n'a pas donné un peu pour reprendre un peu, elle a donné très peu (les heures supplémentaires payées à partir de 39 h au lieu de 40 h) pour imposer dans le même temps beaucoup. Nous avons déjà parlé de ce que ça voudra dire dans l'article " Durée du travail : une agression " (n° 40). Mais qu'est-ce que ça donne concrètement dans les usines ?

Aux Blanchisseries de Grenelle la direction n'a pas attendu l'accord national pour " innover " en matière de durée du travail. Seulement cette innovation ça se traduit par un renforcement de l'exploitation pour les ouvriers et les ouvrières...

LA BLANCHISSERIE INDUSTRIELLE : UN SECTEUR BIEN PARTICULIER

HORAIRES ELASTIQUES, PAIE LEGERE, SALAIRE AUX PIECES : UN ESCLAVAGE MODERNE

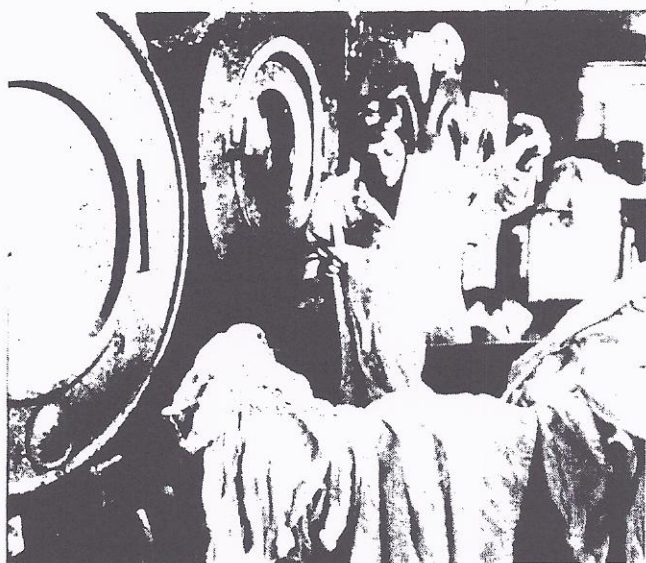
Les entreprises de nettoyage et location de vêtements de travail et de linge industriel forment un secteur marginal du capitalisme, nécessaire cependant à d'autres capitalistes, à d'autres branches de la société (hôpitaux, commerce). La Grenelle c'est donc une usine dépendante de ses " clients ". La production y est très irrégulière, variant au jour le jour, de saison en saison, en fonction des commandes. La concurrence entre blanchisseries industrielles est très âpre, les marchés toujours à conquérir, à conserver, à développer. Cette place particulière dans le système capitaliste est une des raisons qui expliquent les conditions de travail difficiles imposées aux ouvriers de ce secteur (c'est à dire pour la majorité des femmes et des travailleurs immigrés), ainsi que les spécificités de la lutte des classes : la dernière grande grève de 1979 a fait perdre en quelques semaines 8 % de ses clients à la direction et celle-ci n'a pas hésité à faire appel aux milices privées pour briser par la violence la révolte ouvrière. Pour mieux s'adapter aux exigences de la production et consolider sa place dans la concurrence la direction de la Grenelle sait qu'il lui faut une main d'oeuvre malléable, adaptable au jour le jour.

Jusqu'à la mise en place de ce qu'on appelle à la Grenelle le " nouveau système ", les horaires de travail variaient de 40 h à 52 h, selon les périodes d'intenses commandes (autour de Noël par exemple) et les moments creux (l'été). Pour la majorité des ateliers, le temps de travail est " aménagé " à la demi-semaine : le lundi on connaît ses horaires pour jusqu'au mercredi, le mercredi pour jusqu'à la fin de la semaine. En arrivant le lundi matin on ne sait donc pas si on finit à 16 h, 17 h, à 18 h... Pour les ouvrières (majoritaires dans les ateliers) il faut sans cesse s'organiser pour la garde des enfants, puisque bien sûr aucune crèche, aucune garderie n'est prévue à l'usine, prévoir au plus tard avec la nourrice, laisser les enfants à l'étude du soir même quand on sort plus tôt... Organiser sa vie personnelle, sa vie familiale, sa vie sociale dans ces conditions n'est pas facile. L'ouvrier de la Grenelle vit au jour le jour sans savoir ce que lui réserve comme lot de fatigue sa journée du lendemain. Et la principale conséquence de cette irrégularité saisonnière c'est l'instabilité des revenus mensuels ouvriers. Comment planifier son budget avec toutes les traites à payer quand on n'a jamais le même salaire tous les mois ?

Et puis que faire de sa vie quand on ressort abruti par des heures de boulot, qu'on est absent, en comptant les transports, 12 à 13 h de chez soi ? Ça veut dire avoir toujours plus besoin de sommeil, le prendre sur son temps libre qui se réduit alors à une peau de chagrin, se contenter d'apercevoir sa famille, ne plus arriver à penser, ne plus militer, renoncer à voir ses amis...

Mais qu'est-ce qui pousse les ouvrières à accepter de telles heures supplémentaires ? Essentiellement la faiblesse des salaires de base. Il y a un an, au premier juillet 80, c'était 1920 francs pour 40 h (environ le SMIC), 3.200 francs à un an de la retraite !

Salaires faibles et "à la prime" (c'est à dire en fonction de la productivité de chacun), horaires lourds : c'est bien d'un esclavage moderne, qu'il s'agit.



BAISSE DE LA DUREE DU TRAVAIL : UN PATRON A L'AVANT-GARDE... DE L'EXPLOITATION...

Après la grève de 79 et l'échec des méthodes musclées la direction a changé son fusil d'épaule : 8 % de clients perdus, ça fait réfléchir... autant tenter d'éviter le retour d'une telle situation.

Alors c'est l'arrivée d'un "nouveau système" qui va réorganiser toute la production, atelier par atelier. Nouveau système qui fait l'objet d'un accord signé au début de 81 par le syndicat C.G.T., sans que les ouvriers aient été mis au courant des enjeux réels de cette réorganisation ni donc qu'on leur ait demandé leur avis... et pourtant c'est une grande victoire, selon la C.G.T. Une victoire sans rapport de forces direct ? Il y a de quoi se poser des questions. Avec l'expérience de la réorganisation la "victoire" a un goût amer pour beaucoup d'ouvriers.

- Hausse du salaire de base : ça c'est réel. Salaire minimum : environ 3.000 francs (en moyenne car il y a une foule de taux différents suivant les ateliers et les postes de travail : un bon moyen de division que la direction n'est pas près d'abandonner sans lutte). Mais cette hausse n'est-elle pas plutôt un rattrapage destiné à masquer sous la "bonne volonté" patronale ce que les ouvriers ont arraché à retardement à la suite de la grève de 79 ? Les salaires étaient si bas que la hausse actuelle ne fait que les mettre au niveau de ceux de bien des OS de la région parisienne.

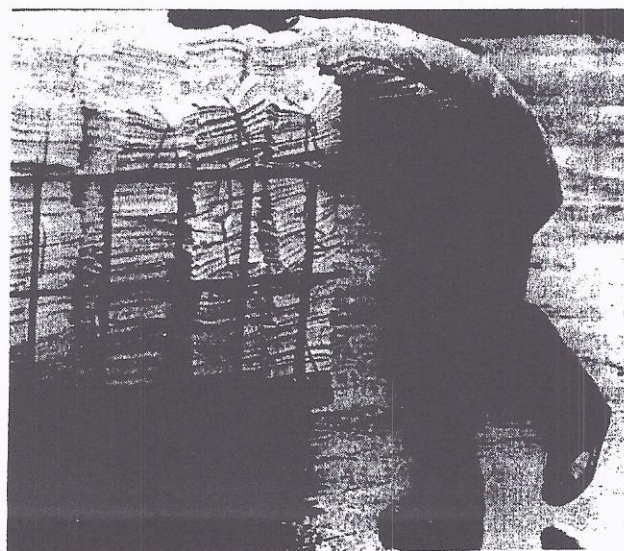
- Baisse de la durée du travail : les heures supplémentaires sont moins abondantes. La semaine (toujours "aménagée" suivant le même système) oscille de 40 à 47 h 30, au lieu de monter jusqu'à des pointes de 52 h comme avant. Un cadeau ? surement pas. Une amélioration ? Peut-être. Mais à quel prix ?

- Montée des cadences : dame, c'est que quand les ouvriers fournissent plus de travail dans le même temps, il n'est plus besoin de leur faire faire autant d'heures supp... C'est ça que cachait le nouveau système : sous couvert de réorganiser les postes on a intensifié l'exploitation. Ça a une signification bien concrète pour les ouvriers :

- accroissement considérable de la fatigue; renforcement de l'assujettissement au poste de travail; difficulté, voire impossibilité de dégager un peu de temps pour souffler... et maintenir des rapports humains avec ses camarades de travail, d'où tendance au repli sur soi et à l'individualisme : car dans le même temps la "prime" existe toujours. Seulement elle est plus difficile à faire, d'où un plus grand nombre d'ouvriers qui se retrouvent au salaire de base, parce qu'ils n'arrivent plus à dépasser les normes minimum. On a augmenté les salaires, mais on a aussi accru les disparités salariales entre les postes de travail entre ceux qui arrivent à dépasser le "plancher" et ceux qui n'y parviennent pas. Par ailleurs, on a supprimé la "moyenne", c'est-à-dire l'assurance d'être payé à la moyenne de sa prime habituelle quand une machine tombe en panne ou quand il n'y a pas suffisamment de travail pour faire de la prime. Comme avec l'augmentation des cadences ça arrive plus souvent qu'avant, l'ouvrier est encore plus soumis aux aléas de la production : quand il y a beaucoup de commandes on se défonce pour dépasser le plancher... et le lendemain qu'il y en a moins on est payé au salaire de base ! A la fin du mois la fatigue est accrue, mais pas forcément la paie...

- Et pour ceux qui n'arrivent plus à faire de la prime c'est la déqualification assurée : on s'en sert comme "bouche trous", c'est-à-dire qu'on les déplace de postes en postes au gré des besoins. Pas de meilleur moyen pour qu'ils n'arrivent plus à dépasser le salaire de base : même s'ils parviennent à s'adapter au travail sans cesse différent et à augmenter leurs cadences ils sont à la merci d'un déplacement qui annule tout.

- Ce qui se passe dans cette usine, c'est finalement ce qui attend les ouvriers s'ils laissent s'installer les "39 h" à la sauce patronale, telles que l'accord le permet : une petite baisse de la durée du travail, peut être, mais à quel prix ?



"L'Humanité" en avril 81:

Ce qui frappe en entrant, c'est la liberté de circuler dont jouissent toutes les travailleuses. Au moindre problème, elles se réunissent immédiatement dans les ateliers pour en débattre. Une ouvrière des presses s'arrête tranquillement de travailler pour m'expliquer qu'« ici tout est discuté. Aujourd'hui, nous travaillons dans la détente. »

Jean Desbrée ajoute que « les travailleuses ont acquis des connaissances en luttant. Elles restent vigilantes et la peur du chef a disparu, alors on peut compter sur elles. » Il trouve là l'origine des accords que la direction a dû ratifier le 2 février 1981 et qui entérine de nouveaux succès.

Cette année, les salaires seront augmentés de 200 à 650 francs. Le plus bas salaire sera en octobre de 3.670 francs. 70 % du personnel a déjà pris sa cinquième semaine, il y en aura 85 % à la fin de l'année.

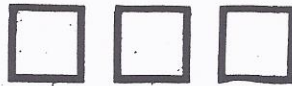
[...]

L'accord de février garantit aux ouvrières des conditions de travail qu'elles n'ont jamais connues

Ca oui ! et l'augmentation des cadences ? L'article n'en souffle pas un mot. Par contre :

Un agent de maîtrise qui vient d'adhérer à la CGT me dit aujourd'hui que « l'entreprise n'a jamais tourné aussi bien depuis 1979 ».

Une entreprise qui "tourne" mieux : ça ne serait pas à cause d'une exploitation renforcée ?



Un exemple des mensonges publiés dans la presse du PCF : extrait d'un article du n°81 de "Révolution" (sept 81) :

Aux blanchisseries de Grenelle (Issy-les-Moulineaux), on mesure le chemin parcouru sitôt qu'on a pénétré dans cette grande usine à laver le linge. [...] Le syndicat CGT a obtenu en février dernier que soient supprimées les primes à la production et que soit institué un système plus juste de rémunérations.

Non seulement la prime n'a pas été supprimée, mais avec l'augmentation des cadences le salaire aux pièces a aggravé les conditions de travail des ouvriers !

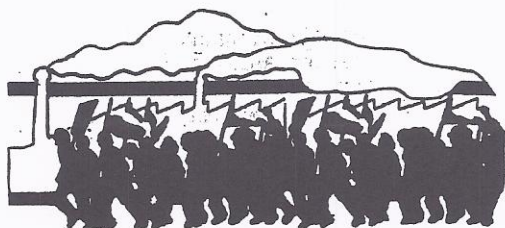
... ET DES REFORMISTES A L'AVANT-GARDE... DE LA COLLABORATION DE CLASSE...

Et pendant ce temps là, la C.G.T. continue à parler de victoire, et l'Huma de publier des articles mensongers sur la Grenelle (voir encadré) : oui les salaires ont augmenté, oui le temps de travail a diminué... Mais qu'en est-il de la fatigue physique et nerveuse démente, de la division salariale, de la course à la productivité individuelle provoquée par le salaire aux pièces, et qui prépare une nouvelle augmentation des cadences aussi sûrement que 2 et 2 font 4 ? Les ouvriers pourtant ne s'en laissent pas compter aussi facilement : des mouvements agitent régulièrement les ateliers depuis que la réalité de la réorganisation leur apparaît. Des mouvements qui se font contre la volonté de certains dirigeants CGT, des mouvements qui montrent que derrière l'apparente force de la domination réformiste et de la délégation de pouvoir, les contradictions s'accumulent entre les masses et leurs représentants déclarés. Dans un atelier grève pour un taux

majoré... et unique. Dans un autre grève contre le paiement au salaire de base quand la direction ne fournit pas assez de travail pour faire de la prime : retour à la moyenne. Au fur et à mesure que le nouveau système s'installe, le patron s'aperçoit qu'il ne peut pas faire passer son beau projet aussi facilement qu'il le croyait. Et les réformistes vont de déconvenue en déconvenue...

Il n'y a pas 36 solutions, il y en a deux : ce que la bourgeoisie met en place c'est une intensification de l'exploitation pour augmenter la productivité. Et augmenter la productivité dans le système économique et politique actuel ça se fait sur le dos des ouvriers. Ou ils laissent faire, ou ils résistent. A nous de guider les tendances à la résistance, tout en montrant qu'on pourrait augmenter la productivité... sans que ça se traduise par une aggravation de la condition ouvrière. Mais ça c'est une autre société qui le permettrait...

Danielle FIGNER





Pour le Parti n°46
mars 1982

interview

à propos des équipes : le temps pour les femmes

Dans le cadre de la campagne " temps de travail " j'ai " interviewé " une camarade (de l'organisation) qui travaillé et milite aux " Blanchisseries de Grenelle ". Dans le n° 42 un premier article (" Réduction du temps de travail : à quel prix ? ") avait commencé de témoigner sur la réalité des rapports ouvriers/patrons dans cette blanchisserie. Mais il avait volontairement laissé de côté un problème essentiel : la Grenelle c'est une usine de femmes. Une usine qui concentre les situations ouvrières probablement les plus difficiles aujourd'hui : femmes, femmes O.S., femmes O.S. dont beaucoup sont des immigrées...

Les camarades qui interviennent sur la Grenelle ont, après de longs tâtonnements (et qui ne sont pas étrangers à des conceptions étroites de notre travail), commencé à apercevoir qu'être femme dans la classe ouvrière ce n'est pas simplement être " ouvrier au féminin ". L'interview qui suit part des réactions spontanées des femmes de la Grenelle à la perspective de la mise en place du travail posté dans l'usine (passage éventuel en 2 x 8). A partir de là s'ouvre une réflexion sur la spécificité des femmes dans le rapport social capitaliste que l'interview commence à aborder, et que l'article qui suit tente de compléter. Ceci n'est que la première contribution des camarades de l'organisation qui ont pris ce problème en mains. La " question des femmes " autour de laquelle on tourne depuis si longtemps sans avoir été capables de s'en emparer est une question essentielle de la révolution. Et à travers cette réflexion on s'aperçoit finalement que l'avancée sur " les femmes dans la classe ouvrière ", " les femmes dans la révolution ", est peut-être un maillon qui nous ouvre des portes pour avancer dans la compréhension de la classe ouvrière, de la révolution - et pour nous dégager de conceptions encore étroites et éconômistes en la matière.

D.F.

Dans le cadre de l'aménagement du temps de travail, quelles sont les mesures nouvelles qu'envisage la direction de la Grenelle ?

La direction a proposé il y a bientôt un an un nouveau système comme ils disent. Ce nouveau système a été accepté par le syndicat CGT de la boîte. En même temps que ça nous augmentait les salaires, ça nous a augmenté les cadences aussi (1). Mais dans ce nouveau système le patron s'est laissé plein de portes de sortie car il peut se permettre de changer quand il le veut les méthodes de production. Or, dans certains ateliers les machines sont vieilles, elles tombent en panne pour un oui ou un non. Ils ne pourront donc pas augmenter indéfiniment les cadences, allonger les horaires aux périodes de pointe, ils parlent déjà de transformer certains ateliers, d'avoir des systèmes plus automatisés ce qui rendrait le travail des ouvrières encore moins qualifié qu'aujourd'hui (mise sur cintre, pliage de linge à longueur de journée et à la prime en plus !). Mais pour rentabiliser un tel investissement en nouvelles machines plus " performantes " pour employer leur langage, il faudrait qu'elles soient en service le plus longtemps possible dans la journée. D'où l'intérêt des équipes. En tout cas dans l'usine on en parle de plus en plus sans bien savoir quand ça peut nous tomber dessus.

Et quelles sont les réactions des ouvriers par rapport à cela ?

La majorité des ouvriers sont favorables aux équipes. Mais pas pour les mêmes raisons et il y a une nette différence entre les hommes et les femmes.

Les hommes, ils voient que la paie va être augmentée (prime d'équipe). La majorité sont immigrés et font vivre leur famille au pays. Même ceux qui sont ici, avec leurs femmes, envoient une partie de leur salaire pour leurs parents qui sont au pays. Pour eux, l'essentiel c'est de pouvoir gagner le plus possible. Ils ont l'impression d'être sacrifiés pour que leurs enfants vivent, alors ils essaient de voir le bon côté de la chose (seuls les quelques ouvriers qui ont déjà fait les équipes ailleurs refusent cette idée car eux ils en ont fait l'expérience : ne plus pouvoir dormir correctement, avoir des troubles nerveux, digestifs; et la prime d'équipe, ils s'en foutent à côté de ce qu'ils perdent).

Pour les femmes, leur réaction immédiate c'est de voir qu'elles passeront moins de temps à l'usine et donc qu'elles auront plus de temps pour elles, qu'elles pourront mieux organiser leur temps chez elles. Pas chez elles pour se reposer davantage, se distraire, lire ou faire du sport. Non chez elles pour faire tout ce qui les attend à la maison - ménage, lessive, repas, etc... Alors pour elles, avoir 1/2 journée pour s'organiser à la maison, ça vaut le coup même si le matin faut se lever un peu plus tôt ou les semaines du soir rentrer un peu plus tard. Pour elles c'est bon, ce qui les embête dans l'équipe c'est pour les gosses car les problèmes de garde s'aggravent, surtout si elles habitent loin de l'usine (ce qui est le cas très souvent à la Grenelle).

(1) Voir l'article sur la Grenelle dans le n° 42.

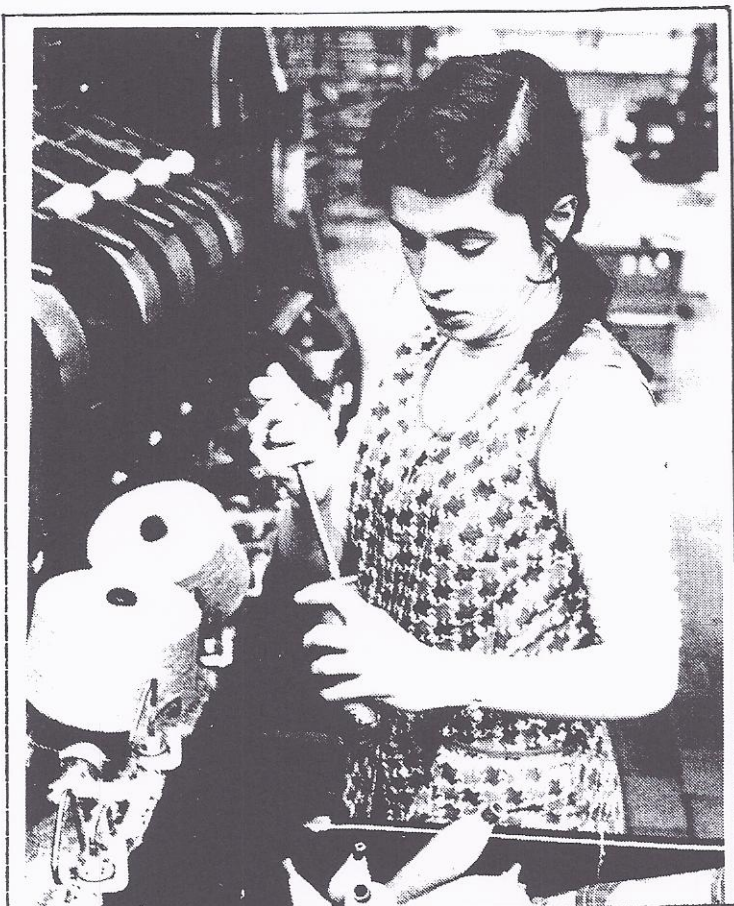
Les mères seules, elles, s'opposent aux équipes à cause de leurs enfants. Comment pourraient-elles s'organiser s'il faut faire garder un enfant soit dès 4 heures du matin, soit jusqu'à 11 h ou minuit le soir ? Il faudrait alors une crèche ou une garderie à l'usine, mais c'est quand même les gamins qui seraient perturbés dans leur rythme et ça, les femmes le vivent très mal, elles s'en sentent responsables. Elles voient bien les gamins qui s'emmerdent seuls dans les cités, qui sont seuls à attendre leurs parents... qui n'y arrivent pas à l'école...

Qu'est-ce que cela soulève comme question ?

D'abord ça montre que la bourgeoisie est " habile " pour exploiter la classe ouvrière. Ce qui correspond à une incroyable aggravation des conditions de vie des ouvriers n'apparaît pas spontanément comme telle. C'est une transformation de leur sort mais c'est pas forcément vécu comme une aggravation.

Les hommes immigrés voient l'intérêt financier et donc ils ne s'opposent pas à l'idée de passer en équipes.

Mais surtout la manière dont la bourgeoisie fait passer ses mesures pour les femmes, c'est en appuyant sur le rapport qu'elles ont entre le travail qu'elles font à l'usine et ce qu'elles font en dehors, entre leur exploitation à l'usine et leur exploitation dans le cadre de la famille, leur " temps libre " comme osent le dire les bourgeois !



C'est-à-dire ? Est-ce que les femmes n'ont pas le même rapport au travail que les hommes ?

La majorité des femmes n'ont pas le même rapport au travail, comme elles n'ont pas plus généralement le même rapport à la vie sociale. Pourquoi ? Parce que dans la famille elles ont une fonction bien précise : c'est à elles que revient la charge du travail ménager. Et c'est déterminant pour elles : leur fonction " d'épouse ", de " mère ", le rôle qu'elles jouent dans la reproduction de la force de travail de la classe ouvrière (de leur mari, d'elles-mêmes, de leurs enfants).

La majorité des femmes qui travaillent en usine le font en fonction de cela, même si ça peut paraître paradoxal. D'ailleurs, tout dans la société actuelle va dans ce sens là : le salaire féminin est toujours pensé comme un salaire d'appoint, les femmes sont payées moins cher que les hommes pour les mêmes postes, leur place dans la production est toujours dans les postes les plus déqualifiés ; ce sont à elles en premier à qui on propose toujours le temps partiel ou les aménagements d'horaires (sans contrepartie de salaire), qui grossissent le rang des chômeurs en période de crise comme aujourd'hui.

Tout cela ne fait que renforcer une réalité : ce qui détermine leur vie c'est la famille et le rôle qu'elles y jouent. C'est donc forcément ce qui détermine tous les aspects de leur vie, y compris leur vie d'ouvrières, leur rapport au travail.

D'où : il n'y a pas le même rapport entre temps de travail et temps libre pour les hommes, et pour les femmes ?

Pour les femmes elles le vivent encore plus comme une opposition, une contradiction dont l'aspect déterminant (pour elles) est leur rôle dans la famille. Elles se sentent d'abord femmes (épouse, mère) partout, c'est à dire y compris à l'usine. Par exemple un homme qui travaille à l'extérieur c'est normal, on ne se pose même pas la question : " va-t-il ou ne va-t-il pas avoir un emploi ? ". C'est réglé d'avance. Mais pour une femme ce n'est pas la même chose : une femme n'est pas " obligée " d'aller travailler. Elle peut rester à la maison sans que ça choque personne. Donc aller travailler à l'usine (ou au bureau) ça se vit pour les femmes comme un choix, dont elles seraient responsables. Et ce qui détermine ce choix pour les femmes ouvrières comme à la Grenelle (c'est-à-dire O.S.) c'est la nécessité de faire vivre la famille mieux qu'en restant à la maison. C'est par rapport à cela qu'elles vont à l'usine, mais en gardant la responsabilité de la vie du foyer. C'est pourquoi il n'y a pas d'un côté : " la femme, mère de famille, épouse... en dehors de l'usine " et de l'autre : " l'ouvrière à l'usine " - et cela même quand elles sont à l'usine. Elles agissent et réfléchissent en fonction de leurs préoccupations de " femme-mère-épouse " et c'est flagrant dans la manière dont elles abordent la question des équipes : moins de temps à l'usine et plus de temps dégagé sur une journée : plus de temps et de moyens pour leur travail à la maison.

Et quand elles voient les aspects négatifs de l'équipe c'est encore en fonction de ça : c'est leur angoisse de voir leurs gamins livrés à eux-mêmes. Celles qui y voient des aspects positifs, c'est toujours en fonction de ça : " ça peut obliger mon mari à partager davantage le travail ménager " (cela ne veut pas dire que la vie des ouvriers hommes est plus peinarde mais on pourrait en reparler une autre fois).

Comment partir de cette réalité pour avancer ?

D'abord, il faut montrer qu'il y a un lien entre le temps de travail et le temps libre, entre le social et le privé.

Il faut sortir du cycle infernal qui enferme les femmes dans l'exploitation renforcée et pour cela arriver à montrer que la contradiction dans laquelle elles sont enfermées ne se résoud pas forcément comme elles l'imaginent spontanément : diminuer apparemment le temps de travail à l'usine pour mieux assumer le travail à la maison. Les équipes ou le temps partiel ça recouvre cette fausse solution sur laquelle se rabattent les femmes crevées par leur double journée.

En fait les femmes opposent " temps de travail = travail collectif " et " temps libre = travail privé, donc problèmes privés " parce que tout dans le capitalisme oppose les deux. Par exemple quand à l'usine on récla-

me que la journée de la rentrée scolaire puisse être prise par les mères de famille en étant payée, le patron hurle en disant que c'est pas son problème, qu'il n'est pas là pour faire du " social " et que ça c'est des problèmes privés (il ne dit pas " des problèmes de bonnes femmes ", mais il le pense si fort que tout le monde l'entend). D'où : à chacun de se démerder.

Et les réformistes acceptent cette division, cette opposition entre " social " et " privé ". Alors les femmes, prises dans un système qui les enferme là-dedans, ne voient pas immédiatement le rapport entre l'usine et la maison. Elles ne voient pas facilement que c'est le capitalisme qui entretient cette opposition.

Quand on fait le lien entre " temps de travail " et " temps libre " on va donc à contre-courant. Surtout que notre tâche c'est d'aller plus loin : montrer que les " problèmes privés " sont en fait des problèmes sociaux. C'est ça qui transformera le rapport des femmes au travail, à la société, à la politique.

Parce que si les femmes n'ont pas le même rapport au travail que les hommes, elles n'ont pas en conséquence le même rapport à la politique ?

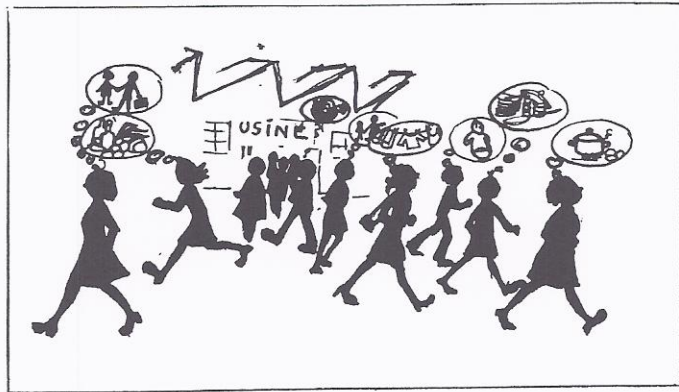
Oui, c'est en tout cas ce que j'ai constaté dans mon usine. La manière dont elles vivent l'usine et leur exploitation d'ouvrière est largement déterminée par la place principale que leur accorde la société : femme ayant la charge du travail domestique à l'intérieur de la famille. De ce fait, elles partent de leur vécu qui est aujourd'hui " privé ", pas politique et elles se sentent exclues de la politique, comme si ça ne les concernait pas.



Ce qu'il faut voir c'est que cela repose sur une base matérielle. Dans la société capitaliste la reproduction de la force de travail de l'ouvrier est principalement du domaine du privé, à l'intérieur de la famille. Et elle retombe surtout sur les femmes. Le capitalisme n'a pas inventé le travail domestique réservé aux femmes : ça existait déjà avant. Mais il n'a pas bouleversé le patriarcat, dans la mesure où celui-ci lui permettait de renforcer son pouvoir sur toute la classe ouvrière (2). Le travail domestique de reproduction de la force de travail est un travail GRATUIT, qui n'a pas de valeur parce qu'il ne peut pas être échangé sur le marché : il produit des valeurs d'usage, mais pas des valeurs d'échange. Et les capitalistes, les valeurs d'usage ils n'en ont rien à faire car ils ne peuvent pas en tirer de profit. Ce travail " invisible " des femmes, indispensable cependant à la bonne marche de la société et au profit maximum du capital, est méprisé par les capitalistes sauf quand il s'agit de faire des pubs pour Moulinex qui est censé " libérer les femmes ", et en conséquence il est méprisé dans les mentalités des gens.

Et la politique dans tout ça ?

Justement : ce mépris pour le travail domestique se retrouve dans toute la société, y compris dans la " politique ". Les femmes, pour qui c'est quand même le principal problème ne retrouvent pas leurs préoccupations dans les " discours politiques ". D'où : " la politique c'est réservé aux problèmes des hommes, les problèmes des femmes ne sont pas politiques ". Ça renforce encore cette fameuse coupure : " social/privé ".



Les organisations ouvrières réformistes aujourd'hui ont une vision économiste, étroite de l'exploitation car elles partent des préoccupations des ouvriers producteurs de valeur d'échange et ignorent en partie les préoccupations des femmes (productrices de valeur d'usage), et quand les femmes deviennent ouvrières, elles ne sont vues que du point de vue de leur exploitation en tant que productrices de valeur d'échange; les organisations réformistes aujourd'hui laissent intacte la famille, même quand elles réclament une plus grande socialisation du travail ménager (plus de crèches, plus de cantines...) ou pensent régler le problème par un partage équitable des tâches au sein de la famille. Ceci est renforcé par l'idéologie bourgeoise - patriarcale - qui domine dans ces organisations (sexisme, etc...). Ca n'est pas ça qui fait penser aux femmes que la " politique " c'est aussi leur affaire...

Donc la démarche c'est de partir de ce qui détermine principalement les femmes, des problèmes qu'elles vivent comme " privés ", a-politiques pour qu'elles prennent conscience que ce sont en fait des problèmes sociaux et politiques ?

Oui, mais plus que cela. Non seulement les faire déboucher sur le social, puisqu'ils sont sociaux en fait, ce que le capitalisme est bien obligé de reconnaître d'une certaine façon (crèches, cantines...). Mais il faut plus. Il faut arriver à transformer la politique, y compris la nôtre. Je crois que l'orga a eu tendance à perpétuer cette vision économiste de la classe ouvrière. Je m'explique : nous aussi on a surtout vu l'aspect " producteur de plus value ". C'est ce qui est principal d'accord. Mais on a eu tendance à transformer ce principal en exclusif. On a " oublié " que le capitalisme ce n'est pas seulement l'exploitation à l'usine mais que c'est avant tout un rapport social, fondé sur l'exploitation ouvrière mais qui englobe un tas d'aspects différents.

Quand on dit que dans le journal il manque des articles sur l'école, le logement, la santé... cela recouvre ce problème. La vie des ouvriers ne s'arrête pas aux portes des usines. Ils sont confrontés aux problèmes des cités-dortoirs qui sont souvent une base matérielle du racisme bien plus importante que l'usine. Ils sont aussi des consommateurs, et ça c'est vachement important pour comprendre ce qui peut être déterminant pour eux à un moment donné. etc... Cette vision " puriste "

des ouvriers (seul le lieu d'exploitation immédiate c'est-à-dire l'usine compte) rétrécit considérablement notre compréhension de ce qu'est le capitalisme et surtout des leviers qui mettront les ouvriers en mouvement vers la révolution. Ce n'est pas seulement contre les conditions de travail à l'usine que la classe ouvrière se lèvera : c'est aussi pour de nouvelles conditions de vie, pour satisfaire d'autres besoins que ceux qui le sont sous le capitalisme. Derrière cela il y a aussi probablement une conception encore imprégnée d'économisme de ce que sera la lutte pour le communisme, après la révolution.

Si on ne montre pas le lien qu'il y a entre l'exploitation à l'usine et l'exploitation à la maison, comment peut-on espérer faire avancer les femmes ? Pire : si on ne comprend pas nous-mêmes que le capitalisme c'est un rapport d'exploitation sociale qui inclut la reproduction privée et gratuite de la force de travail comment peut-on espérer transformer les rapports sociaux ? La révolution ne se fera pas sans les femmes, c'est clair. Et les femmes ne feront pas la révolution tant qu'elles n'en verront pas la nécessité par rapport à leur réalité principale : la famille, la division sexuelle de la société et du travail.

Il y a là un lien avec notre bilan de la première campagne " Aménagement du temps de travail " : on avait compris alors que lutter contre le capitalisme c'est lutter contre les rapports sociaux capitalistes dès aujourd'hui. C'est-à-dire pour caricaturer ne pas se contenter de demander les 35 h en disant que seul le socialisme résoudra les problèmes de fond, mais s'attaquer tout de suite à ce qui fonde le rapport social de travail actuel : la division du travail.

Voilà, c'est pareil pour les femmes. On ne peut plus dire seulement : les femmes ont intérêt au socialisme parce que la disparition de la propriété privée fera disparaître la double exploitation. Lutter pour le communisme c'est dès aujourd'hui comprendre le rapport social capitaliste dans son ensemble, lutter contre lui et faire émerger un programme qui fasse déboucher toutes les aspirations. C'est-à-dire qui s'attaque dès aujourd'hui à la transformation possible des rapports privés de la reproduction de la force de travail (c'est ce à quoi nous travaillons dans notre cellule : j'espère que bientôt nous pourrons en faire profiter les lecteurs du journal).

Vois-tu des exemples de luttes, de discussions, dans l'usine qui nous éclairent sur ce que nous devons faire aujourd'hui ?

Tu vois, dans notre usine, certaines femmes, mères de jeunes enfants, peuvent commencer une heure plus tard. Seulement, cette heure là, elle ne leur est pas payée. Ce sont les femmes qui " paient " chacune dans leur coin le prix de la charge de famille qu'elles ont par une diminution de leur salaire. Quelques copines concernées ont donc lancé l'idée que cette heure-là, qu'elles sont obligées de prendre si elles veulent s'en sortir avec leurs gosses, soit payée par le patron. Le patron (comme toute la bourgeoisie) reconnaît bien qu'il y a un problème pour les femmes, en " tolérant " l'heure prise, mais il ne faut pas que ça lui coûte un rond ! A chaque femme de se débrouiller !

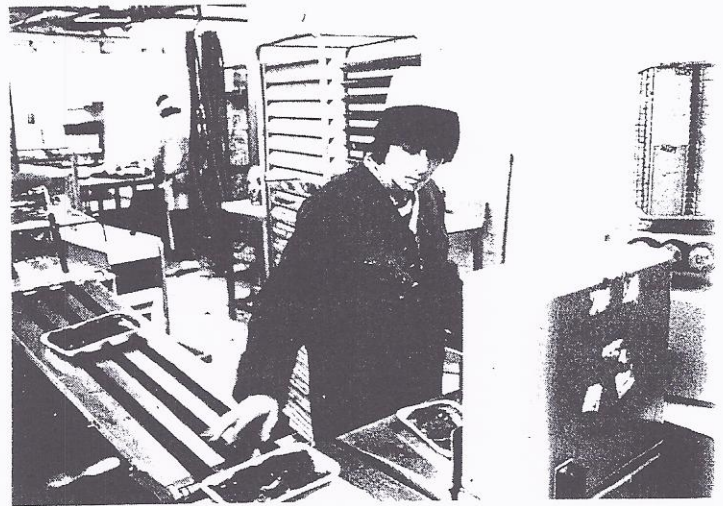
Cette revendication, formulée par les plus concernées, n'a pas d'emblée fait l'unanimité parmi nous toutes. Mais elle fut l'occasion d'une sacrée discussion qui nous a aidées à comprendre que nous avions toutes intérêt à la soutenir.

Ou bien nous acceptons que ce soit la jungle entre nous, la démerde individuelle : parce que l'une a un mari qui l'aide le matin, que l'autre habite à deux pas de l'usine, que la 3ème a un fils aîné qui s'occupe de la petite soeur, alors que d'autres sont seules, habitent tellement loin que pour être à 7 heures au boulot, il

faudrait qu'elles se lèvent à peine s'être couchées... et alors si nous acceptons cette démerde-là, nous sommes d'accord avec le patron, la bourgeoisie, qui considèrent que ce sont des problèmes privés qui regardent chacune et qui donc ne laissent pas d'autre issue que ça - la démerde ! Ça favorise la concurrence entre nous, donc ça nous affaiblit !

Ou bien nous essayons de voir le problème autrement : dans la discussion tout le monde a été d'accord pour reconnaître que toutes les mères s'étaient posé chacune dans leur coin la question de savoir comment elles allaient faire pour les gosses le matin, et que tant que ça restait leur problème à elles seules, elles trouvaient la solution la moins pire, mais que dans tous les cas, c'était la course le matin, le gamin levé à la va-vite et que si elles s'en sortaient mieux que d'autres, c'était au prix de quelque chose qu'elles payaient de leur fatigue, de leur santé...

Cette discussion, elle nous a donc permis une première prise de conscience : en collectivisant nos problèmes personnels, nous découvrons que ce que nous avons essayé de régler au mieux chacune dans notre coin, c'était pas le problème de chacune, mais notre problème à nous toutes.



Nous avons découvert aussi que les inégalités qui existaient entre nous (éloignement du logement, aide du mari ou pas...) n'étaient pas de notre seule responsabilité, mais de la responsabilité de la société.

Sommes-nous responsables des cités-dortoirs qui nous éloignent toujours plus loin de notre lieu de travail, sommes-nous responsables de l'heure d'ouverture des crèches, des écoles, de la pénurie dans le mode de garde des enfants... ? Non.

Alors pourquoi devons-nous le payer par un sacrifice personnel : une heure de paie en moins ou la course folle pour ne pas perdre cette heure.

Ce qui n'est pas de notre responsabilité personnelle, ce qui n'est pas un choix, mais qui est bel et bien le résultat de notre exploitation, et pas seulement une fois qu'on a franchi les portes de l'usine, mais avant et après aussi, pourquoi devons-nous le payer ?

Ce n'est qu'un exemple mais je crois que nous en avons chaque jour bien d'autres que nous devons apprendre à voir, à saisir pour que dès aujourd'hui la lutte contre les rapports sociaux d'exploitation englobe tous les aspects de la vie, y compris dans la lutte revendicatrice, fasse avancer la conscience de la nécessité de changer la société, toute la société.

FEMMES : du patriarcat à la révolution

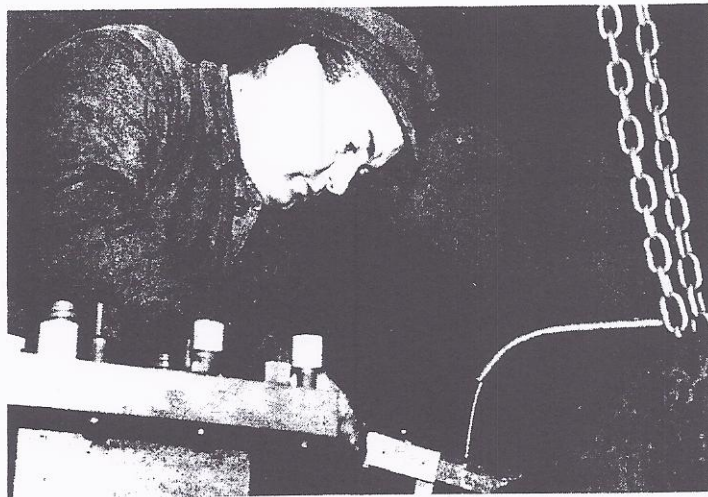
Pour le Parti n°46 mars 1982

La question essentielle que soulève cette interview est celle de la place spécifique des femmes, non pas dans la production, mais dans les rapports sociaux de production. Autrement dit : le capitalisme s'est soumis non seulement la grande production industrielle, mais aussi la petite production (artisanat et agriculture) mais aussi la distribution (commerce), mais aussi la circulation (banques...), mais encore et surtout dans le cas des femmes, la production d'une marchandise bien spécifique : la force de travail.

La force de travail est devenue marchandise avec l'apparition du salariat. Qui dit marchandise dit : comment est-elle produite ?



Une femme effectuant des travaux ménagers peut dépenser autant et parfois davantage d'énergie, même musculairement, qu'un homme travailleur manuel.



La force de travail ne se jette pas à la poubelle comme une auto à la casse ou un paquet de lessive usagé qu'on remplace tout de suite : la force de travail est une marchandise qui doit être "remise en état" tous les jours, pour pouvoir se vendre tous les jours. Produire de la force de travail c'est donc d'abord la re-produire. Et là, au contraire de ce qui caractérise les autres marchandises, c'est à la fois dans un cadre privé non marchand (la famille) et social (la production industrielle, les "services"...) que cette reproduction est assurée.

Le travail domestique et la façon dont sont "produits" les enfants font partie intégrante du rapport social capitaliste.

Entendons-nous : ce n'est pas le capitalisme qui a créé la famille, la division sexuelle du travail, le patriarcat. Ces phénomènes viennent de loin, ils remontent aux premiers temps de l'humanité et de la lutte des classes. Rendre compte des origines et de l'évolution du patriarcat mériterait d'y consacrer tout un article (ce que nous ferons peut-être par la suite, si cela est souhaité).

Ce qu'il est le plus urgent de comprendre aujourd'hui c'est comment le capitalisme s'est soumis le travail domestique.

LES FEMMES DANS LE RAPPORT SOCIAL CAPITALISTE

Le capitalisme a introduit un changement économique fondamental : il a achevé la séparation des lieux de production de "valeurs d'échange" et des lieux de production de "valeurs d'usage". Jusqu'alors en effet le lieu familial remplissait cette double fonction. Aussi bien pour les artisans que pour les paysans (les deux classes productives d'avant le capitalisme) c'est la cellule familiale qui constituait l'entité économique.

Cela ne veut pas dire que hommes et femmes étaient "égaux" dans la société : le patriarcat donnait le pouvoir aux hommes : à l'échelle sociale pour les hommes des classes dominantes, à l'échelle familiale et locale pour les hommes des classes productives. Par ce biais ils s'étaient déjà "socialisés". Tandis que les femmes étaient de toute manière confinées dans la famille : pour la production domestique et pour la production de valeurs d'échange. Le facteur "d'unité" qui existait alors était que les deux types de travail se faisaient dans un lieu privé et commun.

Le capitalisme a bouleversé cette unité : en généralisant le salariat il a socialisé la production marchande et n'a plus laissé à la famille que la seule fonction du travail domestique. Ceci de façon significative (car il reste encore aujourd'hui des unités de petite production, ou petite propriété, privées de type familial. Mais elles ne sont plus à la pointe du développement des richesses sociales depuis longtemps).

Cette transformation économique a eu de multiples conséquences.

DE "L'ECLATEMENT" DE LA FAMILLE OUVRIERE...

En sortant les hommes de la maison, de la famille, de l'économie privée, le capital en a fait des salariés c'est-à-dire des "socialisés". Par contrecoup le caractère privé de l'économie domestique en a été accru. Le travail qui se fait à la maison, s'il est indispensable, apparaît encore plus comme complètement inutile dans le développement de la société, prend un caractère encore plus "marginal" et méprisable. C'est de cette réalité que naît l'aggravation idéologique et juridique qu'a subi le statut des femmes au 19ème siècle : l'enfermement des femmes de la bourgeoisie dans le milieu familial et la restriction de droit et de fait de la liberté des femmes considérées à l'époque comme d'éternelles mineures a été un phénomène lié aux débuts du capitalisme qui s'opposait à la pratique sociale des siècles antérieurs. Et il s'explique pro-

blement par ce recul sans précédent que subit le "privé" avec l'ère du capitalisme. L'économie s'ouvre à la socialisation et au triomphe de la marchandise : par contrecoup la famille n'est plus que le lieu de l'économie domestique, et l'économie domestique devient le signe de l'apparente inutilité capitaliste par excellence.

Tout ceci n'est pas contradictoire avec le fait que les femmes (et les enfants) des milieux ouvriers du 19ème siècle ont été les premières victimes du salariat triomphant : "ouvrières" avant d'être "femmes", pour elles le choix n'existait pas. Car la lutte de la bourgeoisie pour s'approprier le procès de production qui a abouti à la grande industrialisation tayloriste du 19ème siècle s'est faite au prix d'une misère quasi absolue pour les couches non qualifiées de la classe ouvrière, hommes et femmes confondus. C'est bien pourquoi les règles idéologiques, religieuses, juridiques qui ont codifié la famille bourgeoise du 19ème siècle étaient extérieures à la pratique ouvrière. C'est bien pourquoi la bourgeoisie a lutté - église, médecins, "hygiénistes" et travailleurs "sociaux" en tête - pour stabiliser la famille ouvrière : elle a imposé le mariage alors que le concubinage était très répandu dans les milieux populaires de cette époque; elle a imposé la reconnaissance paternelle des enfants qui si elle correspondait bien aux nécessités de la propriété privée (héritage) n'avait plus guère de sens pour les ouvriers dépossédés de tout hors leur force de travail; elle a traqué la liberté des échanges sexuels facilités par le "vagabondage ouvrier" de cette époque dans laquelle les exploités avaient perdu toute attache terrienne pour se vendre au gré des besoins capitalistes; etc...

Paradoxalement le système bourgeois a donc d'abord correspondu à un certain éclatement des structures familiales traditionnelles pour des couches ouvrières nouvelles, arrachées à la terre ou à la petite production artisanale et jetées dans la sauvagerie du salariat de cette époque. Depuis la famille s'est reconstituée en même temps qu'elle s'est transformée.

... A LA RECOMPOSITION DE L'ECONOMIE DOMESTIQUE

Par un double mouvement la reproduction de la force de travail a acquis le caractère "moderne" qu'on lui connaît aujourd'hui :

1/ Le capitalisme c'est la tendance à ce que le capital se soumette toute la société, à ce qu'il intègre dans son système productif le maximum des richesses qui pouvaient avant être produites de façons "privées" : après avoir conquis la production industrielle au détriment de l'artisan, le capitalisme s'est soumis la production agricole; mais il s'est aussi soumis la production domestique. En produisant industriellement et sous forme de valeurs d'échange ce qui était auparavant du domaine du travail ménager, le capitalisme a profondément bouleversé l'économie familiale. Il a notamment vidé le travail des femmes de pratiquement tout caractère créateur. Quelle mère de famille continue à tisser ses couvertures, à fabriquer les vêtements, à faire elle-même confitures et conserves, à confectionner ses plantes médicinales, etc, etc... ?

Les tâches domestiques ont perdu leur contenu créatif pour se réduire à un travail répétitif et aliénant de conservation ou de "touche finale" : quelle satisfaction retirer des vaisselles à répétition, du bouton à recoudre, ou du plat congelé à mettre au four ? C'est un état de fait qui a été créé par le capitalisme et qui est contradictoire comme tout ce qu'a développé le capitalisme : "Moulinex" a allégé le travail domestique sans que celui-ci perde son caractère aliénant et oppressif. Moulinex est potentiellement un des facteurs de libération de l'esclavage domestique, mais pas dans le rapport social actuel : c'est dire que la

solution que préconisent à longueur de pages les magazines féminins pour résoudre cette contradiction (le "retour aux créations féminines" via le tricot, le tissage, la fabrication des confitures, etc...) n'en est pas une...

2/ Mais le capitalisme a dû aussi sortir les femmes de la maison. Entendons-nous : ce n'est pas le capitalisme qui a fait accéder les femmes au travail productif (de valeur d'échange). De l'esclavage à la paysannerie, de la boutique à l'atelier artisanal, les femmes des classes laborieuses ont de tout temps participé au travail producteur de richesses sociales. Mais ce travail était principalement lié à une structure familiale. Ce que le capitalisme a introduit comme nouveauté c'est le salariat : c'est donc que les femmes ont dû se "socialiser" tout en restant "privées" : salariées et responsables de la reproduction privée de la force de travail et responsables de la production des enfants, situation source de contradictions douloureuses pour les femmes ouvrières et employées.



Salle mécanographique des chèques postaux.

Le capitalisme a fait éclater la maison comme lieu de regroupement de multiples activités. Faisant sortir les hommes et les femmes de la maison il a dû rapidement socialiser un des rôles fondamentaux de cette maison : la prise en charge des enfants. De la crèche à l'école, des centres de loisirs aux colonies de vacances, toute une partie de tâches auparavant privées est devenue affaire de société. De même faisant éclater la famille élargie pour les besoins de la mobilité ouvrière et de la consommation de masse (1) il a dû aussi socialiser la prise en charge de "l'après-force de travail" : des retraites aux allocations vieillesse, des clubs du 3ème âge aux maisons de retraite, les "vieux" sont passés de l'entretien exclusivement familial à l'entretien en grande partie socialisé.

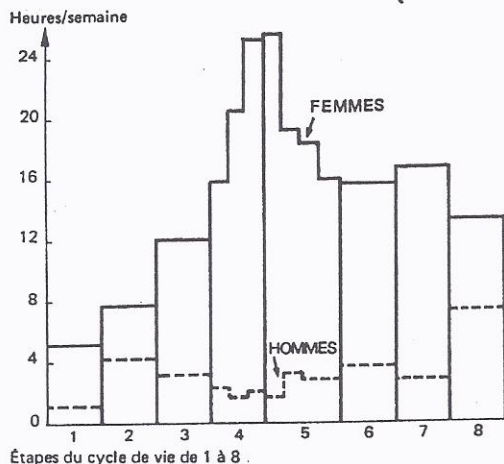
Mais il y a une chose fondamentale que le capitalisme n'a pas transformé : le rapport des femmes à ce qui reste du travail domestique, leur rapport à la maternité. Ce sont elles qui en ont la charge, et cette charge est restée privée et gratuite. Parce que le capitalisme y a jusqu'à présent gagné. Gagné à faire assumer de façon individuelle et non rémunérée une production de valeurs d'usage nécessaires à la reproduction sociale et qu'il ne peut

(1) Le capitalisme a en effet intérêt à ce que la famille soit la plus restreinte possible pour multiplier le marché des biens de consommation : 3 ou 4 "petites" familles au lieu d'une grande, c'est 4 machines à laver au lieu d'une, 4 postes de TV, etc...

pas introduire dans le système industriel avec profit. Autant d'heures de travail gratuit fourni par la femme à la reproduction de la force de travail, autant d'heures que s'approprie le capitaliste dans la composition du profit : car s'il devait payer (sous forme d'augmentation de salaire) de quoi acheter sur un marché socialisé ce que font actuellement les femmes à la maison (2) ce serait une ponction formidable sur la plus-value qui serait opérée.

Temps passé à l'ensemble des activités ménagères

(INSEE)



1. Jeune adulte dans sa famille d'origine.....
2. Jeune adulte « isolé ».....
3. Jeune couple.....
4. Couple marié avec :
 - 1 enfant.....
 - 2 enfants.....
 - 3 enfants et plus.....
5. Ménage de :
 - 5 personnes ou plus.....
 - 4 personnes.....
 - 3 personnes.....
 - 2 personnes.....
6. Fin d'activité économique.....
7. Couple retraité sans enfant.....
8. Veuf (veuve) de 65 ans et plus.....

Voilà la situation contradictoire que le rapport capitaliste réserve aux femmes : productrices reconnues socialement utiles (salariées payées) en même temps que productrices cachées, niées, méprisées (" fournis du foyer " non payées). Et cet " en même temps " est vécu par les femmes ouvrières bien souvent comme une contradiction dont pour elles l'aspect dominant est la charge du foyer. Car si n'importe quelle autre femme (ou homme) peut les remplacer à l'usine (lieu social) elles ont conscience que personne ne peut les remplacer à la maison (lieu privé) : c'est-à-dire y compris pas leur mari. Car celui-ci profite de fait de la division sexuelle du travail qui assigne à la femme la double journée. Son intérêt immédiat c'est de perpétuer une situation d'inégalité dont il bénéficie. La société et leur famille assigne aux femmes une fonction qu'elles vivent individuellement et comme une obligation qui s'impose à elles plus fortement que le travail à l'usine.

C'est de cette réalité qu'il faut partir si on veut comprendre le comportement des femmes ouvrières et surtout comprendre ce que cela transforme dans le processus révolutionnaire.

(2) Par exemple des repas pris dans des cantines de quartier, des services de nettoyage des appartements etc.

LE COMPORTEMENT SPECIFIQUE DES FEMMES OUVRIERES

Si pour elles l'aspect dominant de leur vie est leurs fonctions domestiques privées, il est tout-à-fait logique que cela détermine tous leurs autres comportements.

D'un point de vue idéologique : la bourgeoisie délègue aux femmes la responsabilité privilégiée du privé et à ce titre a intérêt à en faire les porteuses de l'idéologie qui s'y rattache : l'individualisation, la concurrence, la défense des intérêts privés. Il est réel que souvent des femmes réagissent apparemment de façon " réactionnaire " à cause de la contradiction dans laquelle elles se trouvent (en freinant des grèves par exemple). Mais outre que cela est loin d'être toujours le cas, il est réel aussi que leurs maris, s'ils sont les premiers à dénoncer l'idéologie " réactionnaire " des femmes, sont aussi les premiers à vouloir maintenir cet état de fait : leurs femmes sont responsables de la famille et se doivent de réagir en fonction de cela. De Lip à Thionville, chaque fois que des femmes se sont mises en mouvement, elles ont eu à combattre en plus des représentants de la bourgeoisie dans leur lieu de travail, les représentants de l'idéologie patriarcale que sont leurs maris; elles ont eu à se battre pour imposer leur droit à participer à la lutte collective au " détriment " de leurs tâches familiales. Et on le voit tous les jours quand des femmes souhaitent s'engager au niveau syndical ou de façon plus large : le premier obstacle est bien souvent leur propre mari.

Les femmes " réactionnaires " et " porteuses de l'idéologie privée dans la classe ouvrière " : c'est toute la société qui concourt à cela, y compris la majorité des ouvriers.

- Leur rapport au travail productif : ce qui différencie d'abord leur situation de celle des hommes c'est qu'en théorie elles ne sont pas obligées d'y aller. La société oblige les hommes à avoir un travail social reconnu, sous peine de marginalisation et de clochardisation. Pas les femmes. Quand elles en ont, c'est toujours en fonction d'un " choix " qu'elles assument individuellement, bien que ce choix ne soit le plus souvent pour les femmes des classes exploitées qu'une obligation pour assurer la survie de la famille mais la société ne reconnaît pas que c'est une obligation (le fameux " salaire d'appoint ") (3). D'où toute la culpabilisation des femmes qui ressentent douloureusement ce que leur absence du foyer entraîne comme conséquences " négatives ", surtout vis-à-vis des enfants. Ce qui est du ressort de problèmes sociaux (l'isolement dans les grandes cités, le manque de prise en charge collective des enfants, etc...) est vécu d'abord comme des problèmes privés dont elles seraient les premières responsables par leur " choix " d'aller travailler à l'extérieur. A partir de là leur comportement à l'usine est le plus souvent déterminé par ce qu'elles pensent être le meilleur moyen de résoudre cette contradiction au profit de leurs tâches domestiques.

C'est là-dessus que s'appuie la bourgeoisie pour, en ce qui concerne les femmes, faire passer les mesures qu'elle prend pour relancer la productivité et qui touchent à l'aménagement du temps de travail (temps partiel, horaires variables, semaines comprimées, équipes...). L'individualisation du statut ouvrier est un piège dans lequel tombent beaucoup d'ouvriers, femmes et hommes, mais pas pour les mêmes raisons : le " temps libre " ne correspond pas à la même utilisation

(3) La bourgeoisie a de multiples intérêts à cette " négation " de l'obligation d'aller travailler : idéologiquement ça maintient les femmes dans une situation défavorable à leur prise de conscience, ça prépare les " retours au foyer " en période de chômage. Economiquement, ça justifie les plus faibles salaires, les blocages de promotion, etc...

tion. Celui des femmes est fait de travail d'une part, de travail individuel et privé surtout.

- Leur rapport à la " politique " : les femmes sont donc moins réceptives que les hommes au " collectif " traditionnel. Elles sont les premières à collectiviser entre elles ce qui concerne leurs préoccupations familiales. Mais, de même que l'idéologie bourgeoise rejette, méprise et nie l'importance du travail domestique, les partis et syndicats qui reproduisent cette idéologie du point de vue du mouvement ouvrier spontané ont la même attitude. Les femmes, dont les préoccupations principales sont ainsi exclues rejettent à leur tour (sans que cela soit conscient) une organisation collective qui part exclusivement des problèmes du producteur social. D'où leur méfiance, leurs réticences à s'organiser. Méfiance renforcée par le fait qu'une fois sorties de l'usine elles n'ont plus le temps de militer puisque la famille les attend pour qu'elles remplissent leurs tâches.



Exclues de la politique par leur situation matérielle, exclues de la politique par le mépris et la négation de leurs fonctions qu' véhiculent les organisations, il est logique qu'en retour elles s'excluent elles-mêmes : " la " politique " c'est autre chose que mes préoccupations : c'est donc que ce n'est pas pour moi ". Et que toujours en retour elles valorisent leurs fonctions domestiques; leur rapport à la famille est en effet contradictoire : promptes à s'indigner (à juste titre) du comportement de leurs maris à la maison et de leur double journée, elles sont aussi les premières à revendiquer leur rôle spécifique, à assumer une responsabilité qu'elles ne veulent pas partager. Face au mépris d'une société patriarcale elles revendiquent ce qui leur reste : les tâches domestiques c'est leur domaine, et à ce titre ce qui les valorise.

Bien sûr il y a des différences dans le comportement des femmes, liées à des situations matérielles diverses. Les femmes qui ont un travail qualifié bien rémunéré et " intéressant ", les jeunes et les femmes célibataires, les immigrées, ont pour des raisons diverses un rapport différent au travail salarié. Mais

généralement dans la classe ouvrière le travail féminin est déqualifié, abrutissant, peu payé : c'est un travail d'O.S. Hormis les femmes immigrées qui vivent souvent de façon positive une insertion sociale qui les libère du poids familial " féodal ", la plupart des femmes O.S. ont le comportement que l'on vient de voir.

AMENER LES FEMMES A LA POLITIQUE C'EST TRANSFORMER LA POLITIQUE

Généralement dans la tradition du mouvement communiste on appelait les femmes à rejoindre le combat révolutionnaire sur la base de leurs intérêts de prolétaires, de productrices exploitées de valeurs d'échange. Et devant les difficultés rencontrées on parlait " d'obstacles " et on attendait qu'un mouvement puissant entraîne les femmes un peu " malgré elles ".

Nous-mêmes c'est ce raisonnement que nous avons peu ou prou perpétué. Ce n'est pas un hasard si la plupart des camarades ouvrières de l'organisation travaillent dans des usines où la composition majoritaire est masculine. Parce que " c'est plus facile ".

" LES FEMMES PARTICIPENT A LA REVOLUTION ET TRANSFORMENT LA REVOLUTION "

" En Chine, durant la G.R.C.P., des femmes de la classe ouvrière ont osé " franchir la porte de la famille " pour créer dans leur quartier des petites usines de production - production choisie après une enquête pour déterminer les besoins locaux les plus urgents. Grâce à elles, c'est tout le quartier qui a changé de visage, toutes les fonctions sociales s'en sont trouvées bouleversées...

Pour les femmes du quartier Tchaou Van à Pékin, il y avait non seulement le désir de faire un travail collectif utile au peuple, mais la volonté de transformer la réalité vivante que constituait le quartier. Si les ménagères décidées à " sortir de la famille " s'étaient tout bonnement embauchées dans quelques grandes usines éloignées du quartier, elles auraient surtout transformé leur quartier en cité dortoir.

Au contraire... la création de petites usines au coeur même du quartier impulsait vigoureusement de nouveaux rapports entre les habitants de la cité, de nouvelles activités...

- C'est pour permettre aux petites usines de fonctionner que les retraitées s'organisent pour s'occuper collectivement des enfants après la classe
- C'est dans la lutte pour la création et la progression de ces petites usines que les femmes posent le problème du travail domestique et créent restaurants et crèches
- C'est pour elles que les hommes participent avec plus de loyauté au partage du travail domestique restant. C'est autour d'elles encore que se crée le réseau sanitaire, dont ne bénéficient pas les seuls travailleurs de l'usine, mais l'ensemble de la collectivité locale.
- C'est à partir d'elles encore que le plus souvent les adultes, les femmes surtout, " retournent à l'école ", c'est-à-dire continuent d'étudier, de se former en fonction des problèmes rencontrés dans la production... "

Rapporté dans " La Moitié du Ciel ", pp. 36-37

Claudie Broyelle, Edition Denoël/Gonthier

Quand dans la région parisienne une cellule s'est ouverte autour d'une usine de femmes O.S. nous avons continué sur cette lancée. Nous n'avons tout d'abord pas vu que nous travaillions dans une usine de femmes. C'est-à-dire que nous avons négligé même de nous poser la question : est-ce que ça change quelque chose ? Puis la réalité nous tombant dessus, nous avons alors raisonné en considérant que la situation spécifique des femmes était un obstacle à leur prise de conscience, un obstacle à la politique révolutionnaire. " Ah la la, les bonnes femmes, qu'est-ce qu'elles sont aliénées par leurs histoires de mûmes et de tâches ménagères... il va falloir ramer dur pour leur faire oublier

Les activités ménagères selon leur « lourdeur » et la spécialisation par sexe (INSEE)

« Lourdeur », selon les temps passés chaque mois	Nature des activités	Spécialisation selon le sexe
Tâches peu lourdes (moins de 100 minutes par mois)	Nettoyage des vitres, Corvée de bois, charbon, mazout ¹ , Lavage de la voiture ¹ .	Plutôt l'homme
Tâches moyennement lourdes (de 100 à moins de 400 mn par mois)	Raccommodage des vêtements, Lavage du gros linge.	Jamais l'homme
Tâches assez lourdes (de 400 à moins de 600 mn par mois)	Lavage du petit linge, Repassage.	
Tâches très lourdes (600 mn et plus par mois)	Poussière, Vaisselle, Balai, serpillière, aspirateur.	Plutôt la femme

1. Ces activités sont plutôt spécifiques d'états particuliers du logement ou de l'équipement des ménages.

ça, afin qu'elles fassent de la politique " : en caricaturant (à peine) voilà quel était notre état d'esprit. Il est vrai que nous n'étions pas aidés par le vide théorique en ce qui concerne la question des femmes dans le M.C.I... et dans notre organisation. C'est peu à peu que nous avons pris conscience qu'il ne s'agit pas de faire de la politique à côté des " problèmes de bonnes femmes ", de leur faire oublier qu'elles sont des reproductrices privées de la force de travail (ce que de toute manière on ne peut pas faire...) mais plutôt de leur en faire prendre conscience : que les problèmes de " bonnes femmes " sont des problèmes politiques; que les tâches domestiques font partie du rapport social capitaliste; que les femmes ouvrières ne sont pas seulement exploitées en tant que productrices de plus-value mais aussi en tant que reproductrices de la force de travail d'où vient la plus-value. Que faire la révolution ce n'est pas seulement abolir l'exploitation productrice de plus-value... mais aussi l'exploitation capitaliste de l'économie domestique privée, l'oppression patriarcale. Et que surtout en retour cette place spécifique des femmes dans l'exploitation capitaliste est une base matérielle formidable pour que les femmes soient à la pointe de la transformation des rapports sociaux, de la famille, de l'idéologie privée : de même que dans la société c'est la classe ouvrière qui est révolutionnaire jusqu'au bout parce qu'elle n'a rien à perdre et tout à gagner à la suppression de l'exploitation (plus-value), de même à l'intérieur de la classe révolutionnaire ce sont les femmes qui sont à la pointe de la lutte contre la privatisation parce qu'elles n'ont rien à perdre et tout à gagner dans ce combat.

Notre vision du rapport social se réduit trop aux rapports bourgeoise/prolétariat issus du rapport " ouvriers/patrons ". Mais le capital c'est un rapport d'exploitation sociale beaucoup plus complexe que cela. Le travail domestique en fait partie intégrante

POURQUOI LES FEMMES QUAND ELLES SE METTENT A LUTTER POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ SE RETROUVENT-ELLES A L'AVANT GARDE DE CE PROCESSUS

Des paysannes chinoises de la commune populaire de Chawan (1) ont une petite histoire à raconter qui est riche d'enseignements : dans la commune, il existe une source. Elle est appelée " source des femmes " et elle a une histoire. Tout débuta par une immense sécheresse, les récoltes gravement compromises, des rivières entièrement asséchées empêchant toute irrigation. Les vieux du village évoquèrent l'existence autrefois d'une source mais personne ne savait plus où elle se trouvait. Une équipe de 6 filles décida pourtant de la découvrir. Elles mirent 6 jours à tâtonner, à remuer la terre, 6 jours pendant lesquels toute la commune se moqua d'elles. Au 6ème jour, elles avaient trouvé la source et grâce à elles la récolte fut sauvée...

" Pourquoi n'était-ce pas les hommes qui avait fait ce travail ? Les femmes n'ont pas " des dons " particuliers de source ! ". Alors pourquoi ?

" Si les femmes avaient passé cinq jours et six nuits à chercher l'eau avec les doigts, c'est parce qu'elles étaient acharnées à prouver que la collectivisation était supérieure à la propriété individuelle familiale et elles connaissaient celle-ci aussi comme forme concrète de leur oppression féminine... ".

Comme les paysans pauvres qui furent les premiers à coopérer à la commune, les femmes avaient un grand intérêt à la commune populaire.

" La longue pratique que les femmes ont de leur oppression est très riche... C'est parce que les femmes ont une connaissance plus approfondie des limites de l'horizon familial qu'elles sont mieux placées que les hommes pour rejeter l'illusion que " l'idéal est d'être maître chez soi ". Le rôle d'avant garde que les femmes jouent à certains moments historiques s'explique par le fait que plus que tout autre, elles n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes... ".

Rapporté dans " La Moitié du Ciel " p. 59.

(1) Parmi les paysans de la commune populaire de Chawan, les paysannes pauvres ont joué un rôle particulièrement important dans l'avancée de la collectivisation des terres.

au même titre que l'organisation de l'enseignement, que le logement, que la consommation, etc... En ne comprenant pas vraiment cela on se coupe de la réalité (du mouvement ouvrier réel) et des moyens de comprendre ce que sera la révolution... faite par le mouvement ouvrier réel.

A partir de quoi la classe ouvrière se battra-t-elle pour la révolution ? A partir de ses besoins réels. Et notamment pour les femmes ça inclut les besoins en ce qui concerne la reproduction de la force de travail, la double exploitation sociale et privée, l'oppression patriarcale.

Tout n'est pas " négatif " dans la conscience spontanée des femmes, loin de là. Si cet article a surtout développé ce qui les attachait au privé c'est pour rompre avec une vision idéaliste et réductrice des femmes ouvrières, pour tout dire une vision économiste. Mais il existe aussi des facteurs positifs dans la situation moderne des femmes :

- la grande production capitaliste n'a pas socialisé sans conséquences une partie des tâches domestiques ... les crèches et " Moulinex " pour aller vite tout en le dévalorisant ont rompu la " fatalité " du travail ménager réservé aux femmes. Puisque le capitalisme a socialisé en fonction du profit, s'ouvre l'idée qu'on pourrait socialiser encore plus si ça ne se heurtait pas aux intérêts capitalistes.

- la socialisation des femmes, sorties de la maison, les a amenées à collectiviser leurs problèmes " privés ", et au travers d'une double journée, à prendre conscience qu'il y a un travail payé et un travail non payé qui leur échoit.
- leur soi-disant " faiblesse " et leur incapacité à être les égaux des hommes a été battue en brèche par l'exploitation capitaliste qui de ce point de vue n'a aucune " galanterie " dans la division du travail... Partageant les mêmes conditions de travail socialisé, accédant à une égalisation juridique des statuts, les femmes ont pris conscience de leur force.
- la participation à la production ou au travail salarié en général fait que de toute manière le travail domestique ne peut plus être assumé de la même façon qu'avant. L'aspiration au partage des tâches fait son chemin... et c'est une base formidable pour remettre en cause les rapports " privés ", la domination sexuelle des hommes, le patriarcat : dans la révolution des rapports sociaux les femmes ont une place motrice.

Il faut partir de cette réalité contradictoire pour faire avancer les femmes et le mouvement révolutionnaire. Dans la lutte immédiate transformer notre conception économiste. Par exemple sur la question des équipes : non pas lutter de façon idéaliste contre les équipes du strict point de vue du renforcement de l'exploitation à l'usine, ce qui ne nous mènera pas très loin... Mais en partant de ce qui fait que les femmes acceptent les équipes, de la double exploitation, montrer le lien " usine-maison " caché par l'idéologie

dominante, et aboutir à des revendications qui reviennent aux rapports ouvriers/patrons (une crèche à l'usine, réduction du temps de travail...). Mais dans cette dynamique nouvelle (par rapport à l'action politique " traditionnelle ") des femmes auront avancé sur la compréhension de leur intérêt à la politique, à la révolution.

Mais surtout la prise en compte réelle de la " question des femmes " est source d'avancée pour le mouvement révolutionnaire : le fait que les hommes, y compris ouvriers, aient toujours profité de la double exploitation explique qu'ils ne puissent pas avoir un rôle moteur dans la remise en cause de cette division. C'est-à-dire que non seulement les femmes " participeront " à la révolution, mais elles enrichiront la révolution : nous avons compris que la lutte pour le communisme passe par la lutte pour que les masses exercent réellement le pouvoir. Les masses, c'est-à-dire aussi les femmes. Et là il nous faut réfléchir sérieusement pour saisir en quoi la compréhension de ce qu'est le capitalisme et de la place spécifique que les femmes y ont nous interpelle nous révolutionnaires, hommes et femmes; en quoi la lutte contre la privatisation et l'oppression patriarcale ne se réduit pas à la socialisation capitaliste plus poussée (plus de crèches, plus de cantines...). Comme l'expérience historique des sociétés de transition s'est trop contentée de faire; en quoi cette lutte nous interpelle sur la conception du parti, du lien aux masses, sur la conception du " public " et du " privé ". Il ne s'agit pas seulement " d'amener les femmes au communisme " : il faut dans le même temps " amener " le communisme jusqu'aux questions social/privé, hommes/femmes, parents/enfants...

C'est ce sur quoi nous avons tout juste commencé à réfléchir.

Danielle FIGNER

En collaboration
avec des camarades
femmes

LA

ou le bilan que la CGT ne fera pas !

GRANDES
LES
S
I
V
E

Bientôt les élections de délégués du personnel ! Nous n'avons pas eu droit à un bilan vrai de l'activité des délégués CGT élus il y a un an. Et pour cause ! Ils l'ont "passé" comme on "passe" une mauvaise pièce à l'usine. Alors, revenons sur les points marquants de cette année, pour mieux contrôler à quoi ont été utilisés leurs mandats et voir clair dans ce que nous réserve le futur. Osons prendre nos affaires en main, soutenir les nouveaux délégués dans leurs tâches et combattre, sans merci, les "vieux" planqués qui bradent nos intérêts au patron pour sauver leur place au soleil.

DU NOUVEAU SYSTEME... AUX EQUIPES : UN RENFORCEMENT DE L'EXPLOITATION !

Voilà une année marquée par la mise en application du fameux Nouveau Système, enfant chouchouté de la direction et de l'ancienne délégation. Au vu des conséquences de ce système, que penser des mises en garde faites à travers nos tracts depuis un an ? Tout ça n'était-il pas juste ?

On peut sans doute "remercier" le patron d'avoir augmenté nos salaires. D'ailleurs la direction ne loupe pas une occasion de nous rappeler sa "générosité" et notre "chance". Et les délégués aussi, pour la plupart, d'autant plus que, bien au chaud dans leur local, ils peuvent "oublier" l'exploitation des ouvriers dans les ateliers. Mais cette hausse de salaire nous ne l'avons pas volée ! Elle est le fruit à retardement de la grève de 79 et de la grande peur infligée au patron avec la perte de 8 % de ses clients... Qu'on cesse de nous faire croire qu'elle est la preuve de la "bonne volonté" patronale ; elle est là pour faire passer le reste. L'appât annonce l'hameçon. A nous de ne pas nous y laisser prendre et de tirer les leçons de l'année passée. Et les divers mouvements de cette année, même s'ils n'ont jamais pris l'ampleur d'une grève de l'ensemble de l'usine, ont révélé

- * la fermeté de la direction pour accroître notre exploitation,
- * la résistance des ouvriers à cette réorganisation,
- * l'intérêt qu'y porte la majorité des délégués.

UNE GRANDE "VICTOIRE" DE LA CGT AU GOUT AMER POUR LES OUVRIERS

⇒ De plus en plus ligotés à notre poste à faire un boulot abrutissant, sans intérêt, pour faire notre paye, nous voilà transformés en chasseurs de prime, une prime plus difficile à faire qu'auparavant : chacun vit dans son corps l'augmentation des cadences. Qui gagne à ce que le travail de 5 jours soit fait en 4 ? Pas nous ! Pendant ce temps là le patron n'embauche plus, les départs ne sont pas remplacés : ce sont des licenciements déguisés !! Pendant ce temps là, nous nous crevons comme des esclaves et nous tombons malades : les absents pour maladie sont de plus en plus nombreux.

⇒ Le patron veut nous faire croire que nous avons la liberté de faire notre paye comme nous le voulons, si nous travaillons. Mais nous savons bien que nous avons tous des capacités de travail différentes en fonction de notre âge, de notre santé, de nos charges familiales, etc... Et puis nous voyons que même quand on veut et qu'on peut bosser, ce n'est pas nous qui faisons les normes, pas nous qui déterminons les commandes des clients,

pas nous qui faisons tomber en panne les machines. Et pourtant... les abus d'un chrono, le manque de travail, les pannes d'un matériel au bout du rouleau, c'est nous qui le payons : privés de la moyenne, payés au taux horaire garanti, nous n'avons plus qu'à nous défoncer deux fois plus le lendemain pour rattraper le retard pris sur le mois.

⇒ Et quand on a le malheur de ne pas arriver à faire de la prime ou d'être dans un secteur insuffisamment rentable (la couture par exemple), on devient de vulgaires pions, changés d'un poste à un autre selon le bon vouloir de la direction en fonction des besoins de son profit.

⇒ Et puis encore plus grave dans le fond, tout ça, ça nous divise ; pour un même travail, un salaire différent ; la chasse à la prime nous soude à notre poste de travail, on ne connaît plus son voisin, c'est de plus en plus l'isolement, le repli sur soi. Notre prime dépendant en partie du travail des autres, on en vient chacun à contrôler la production des autres. C'est la loi de la jungle organisée !

Voyons clair ! Toute cette réorganisation, les futures modernisations de machines et maintenant les équipes, c'est bien une entreprise du patron pour augmenter ses profits et sur notre dos, comme chaque fois : au prix de notre exploitation renforcée, d'une déqualification de plus en plus grande, d'une vie de plus en plus soumise à la volonté de la bourgeoisie !

LA MAJORITE DES DELEGUES : DE FIDELES REPRESENTANTS ... DE LA DIRECTION

Tous ces pièges du nouveau système, les ouvriers s'en rendent mieux compte maintenant. Mais peut-on dire que les délégués nous ont aidés à y voir clair et à nous organiser ? NON !

⇒ D'abord, les délégués sont d'accord avec le salaire aux pièces, avec les mêmes arguments que la direction : sans lui, il paraît que les ouvriers ne bossaient plus et l'usine s'écroulerait. Traduisez : avec les profits du patron, ce sont les privilèges que ces messieurs-dames en retirent qui s'écrouleraient ! Et il faut bien ne pas travailler à la production pour oser dire dans Révolution (un journal du PCF daté de septembre 81) que les primes à la production ont été supprimées à la Grenelle grâce à la CGT par le Nouveau Système !

⇒ Rappelons-nous par exemple les grèves du contrôle sale. Les camarades revendiquaient une augmentation unitaire de salaire de 25 F pour tous de l'heure, ce qui correspondait à leurs besoins. Bien sûr, ils ont même obtenu 27 F de l'heure, mais à quelles conditions ? En accélérant la mise en place du nouveau système pour eux, c'est-à-dire le travail à la prime, base de division, et l'augmentation des cadences.

Les délégués, en apparence, ont soutenu ces mouvements. Mais pour mieux détourner des besoins ouvriers : lutter dans l'unité, ne pas faire dépendre notre salaire de la prime. Pour mieux désamorcer la combativité des ouvriers et les faire rentrer au bercail : dans le cadre de la réorganisation de la direction.

Et une fois que la possibilité existe d'augmenter notre salaire en augmentant nos cadences de travail, les délégués ont beau jeu de nous encourager à ne pas défoncer le plafond ; de nous mépriser parce qu'on en veut plus et d'appeler jalousie ce qui n'est que révolte contre l'injustice de ce salaire aux pièces !

Alors quand la CGT (dans l'Aube Nouvelle, journal du PCF de la région d'Issy) critique (à juste titre) la CFDT d'avoir signé des accords nationaux contraires aux intérêts ouvriers par rapport à la réduction du temps de travail, quand elle crie au scandale et jure à tout vent, la main sur le cœur que jamais, oh non jamais, la CGT n'a eu les mains tachées d'accords contre les ouvriers, il y a bien de quoi rire ... jaune ! Le nouveau système, les équipes : des accords qui renforcent notre exploitation, qui brisent nos capacités de résistance, pour que vive la paix sociale sur le dos des ouvriers, au profit du patron !

⇒ Combattons ces accords et les délégués qui les défendent. Même signés, ils ne doivent pas nous lier les mains. Chargeons nos futurs délégués de nous unir contre la restructuration de la Grenelle et pour cela :

- * A travail égal, salaire égal : un même taux horaire pour un même travail.
- * Intégration du plafond (30%) dans le taux horaire.
- * Un salaire qui corresponde à nos besoins : pas de salaire en dessous de 4500 F.
- * Un horaire fixe et unique pour toute l'usine : 7h par jour avec embauché correspondante, sans perte des acquis.

EGALITE ENTRE FRANCAIS ET IMMIGRES - LE DOUBLE LANGAGE DES DELEGUES :
PAR DEVANT, ON N'EST PAS CONTRE. MAIS PAR DERRIERE, ON N'EST PAS POUR !

La campagne que notre organisation Voie Prolétarienne a menée pour l'égalité des droits entre français et immigrés a rencontré beaucoup de sympathie dans l'usine. Nous avons essayé de montrer que l'ouvrier immigré n'a que des devoirs et pas de droits, alors qu'il fait vivre notre société par son travail. Qu'elle vienne d'une peau noire, blanche ou jaune, la sueur des ouvriers est toujours la même ! L'inégalité des droits, cela ne profite ni aux ouvriers immigrés, ni aux ouvriers français, mais aux patrons et aux bourgeois.

Les délégués nous ont-ils aidés à jeter les bases de notre unité de classe, à combattre le racisme qui nous divise ? NON ! Qui n'a pas été agressé par leurs discours racistes ? Qui ne connaît pas de camarade qui ont dû cacher l'existence d'un conjoint étranger pour pouvoir obtenir un logement par la commission du Comité d'Entreprise ?

Nous ne voulons plus de ces délégués. Exigeons de nos futurs délégués qu'ils nous aident à dépasser ces divisions qui affaiblissent notre combat :

- * Maintien des avantages acquis : possibilité de prendre un mois de congés sans solde en plus de nos congés annuels à la période qui nous convient.
- * La prime de vacances pour tous, que nos enfants soient au pays ou en France !
- * La commission logement du CE doit nous mobiliser quand elle a affaire à des municipalités (de gauche ou de droite) qui refusent les immigrés dans leurs logements, afin que nous combattions ces discriminations ensemble !
- * N'admettons plus une seule parole, une seule attitude raciste !

LES FEMMES : A LA CGT, COMME A LA DIRECTION, ON LES AIME BIEN... QUAND ELLES RESTENT A LEUR PLACE !

COMMENT LA BOURGEOISIE AIME-T-ELLE LE TRAVAIL DES FEMMES ?

Ouvrières, les femmes sont obligées, au même titre que les hommes, de vendre leur force de travail au patron pour vivre. Mais les femmes sont aussi mères de famille. C'est là une petite différence qui a de grandes conséquences. Cela veut dire assurer en plus de leur journée de travail à l'usine, une autre journée de travail à la maison (entretien de la maison, du mari, des enfants), comme la société l'a toujours imposé.

Le patron (comme toute la bourgeoisie) reconnaît l'existence de problèmes pour les femmes. Relations sociales obligent ! Mais il ne faut pas exagérer, il ne faut pas que ça lui coûte un rond ! En fait, il ne tient pas compte de leur situation de mères.

Quand le patron fait comprendre aux ouvrières qu'il faut savoir choisir entre faire des gosses et travailler, sachons lui répondre que :

- d'une part elles n'ont pas le choix,
- d'autre part, leur travail à la maison, c'est bien du travail, même s'il n'est pas reconnu dans la société, même s'il est méprisé parce que les capitalistes ne peuvent pas en tirer profit en le vendant comme on vend la production des ouvriers, même s'il est un travail gratuit.

- enfin ce travail à la maison est, malgré tout, indispensable à la bonne marche de la société, nécessaire aux capitalistes pour leur assurer un profit maximum ; en effet, qui serait obligé de prendre en charge et de payer ce qu'elles font gratuitement actuellement, si ce n'est les capitalistes à cause des besoins en bras ouvriers de leurs usines et de leurs profits ?

NE RENFORCONS PAS L'OPPRESSION DES FEMMES, LA DIVISION DE NOS RANGS OUVRIERS.

Parce que le patron et toute la bourgeoisie ont besoin d'ouvrières et de mères nous ne devons pas accepter qu'on les renvoie chacune à la démerde individuelle pour

la résolution de leurs problèmes. Nous ne devons pas accepter qu'on nous divise face à des problèmes collectifs qui relèvent de l'organisation de la société toute entière.

Sommes nous responsables des cités dortoirs qui nous éloignent toujours plus de notre lieu de travail ? De l'heure d'ouverture des crèches, des écoles, du manque de possibilités de faire garder nos gosses ? NON ! Ce qui n'est pas un choix de notre part, mais qui est bel et bien le résultat de notre exploitation, et pas seulement à l'usine, mais avant et après aussi, pourquoi devons nous le payer ? Pourquoi les femmes doivent-elles le payer par un sacrifice personnel comme cette heure de paie en moins le matin ou la course folle pour ne pas perdre cette heure ?

Exigeons toutes et tous ensemble :

- * 1 heure payée par le patron le matin pour s'occuper des enfants,
- * la journée de rentrée scolaire payée par les patrons,
- * une crèche à l'usine,
- * des logements près de l'usine
- * des jours payés pour les parents en cas de maladie des enfants ou de la famille,
- * pas d'équipes qui renvoient les femmes à leurs casseroles, mais une réduction du temps de travail pour tous !

ET PAR RAPPORT A TOUT CA QUE PENSENT ET FONT NOS DELEGUES ?

⇒ Certes, la situation des femmes enceintes a été prise en compte (allègement du travail, pauses) et c'est positif. (Mais au fait, que deviendront ces avantages quand les équipes seront monnaie courante ?) Mais dans quel sens vont les délégués quand ils facilitent les aménagements avec perte de salaire, quand ils renvoient à la responsabilité de la société et non du patron la construction d'une crèche (comme si la société n'était pas celle qu'organisent les patrons), quand ils font jouer qu'un rôle d'Assistante Sociale réglant individuellement les cas de détresse (commissions secours, logement). Nous ne contestons pas ce type de commissions qui peuvent organiser la solidarité entre nous, en cas de coups durs. Ce que nous contestons, c'est que cette orientation enfonce les femmes dans leurs problèmes "privés", les isole dans leurs 4 murs, les encourage à la démerde individuelle, les réduit à l'état d'assistées. Elle ne les aide pas à devenir des actrices conscientes de la transformation collective de la Société selon nos besoins.

⇒ Rappelons-nous à ce propos cette pétition contre les 10 F au CE à l'initiative d'ouvrières de la préparation et des presses en novembre, qui a fait tant de bruit. Qu'avons-nous pu constater alors ? Que les secours, le logement, les changements de poste, l'accès à une formation procurés par les délégués ont servi de chantage sur les ouvriers pour qu'ils ne signent pas cette pétition. En d'autres termes : "les services que nous t'avons rendus, remercie nous en... à genoux !" Pas question d'exiger un regard sur leurs comptes, un contrôle sur leurs activités. Qu'ils soient délégués grâce à nous et pour nous, ça, c'est un détail. Travaillons bien et faisons leur confiance pour le reste ! Au lieu de comprendre et de tenir compte des aspirations des ouvriers à prendre leurs affaires en main, ils ont réagi comme un seul homme pour défendre leur boutique. Le CE serait-il leur affaire et non pas celle des ouvriers ? Le CE aurait-il tant de choses à cacher ? Tant mieux qu'ils aient été obligés à rendre des comptes, ils doivent le faire tout le temps, c'est leur boulot.

⇒ Non ! Nous ne voulons pas de délégués spécialistes de la négociation qui pensent, organisent nos intérêts à notre place. Ni des "assistantes sociales", ni des adjudants-chefs. Nous voulons des délégués qui soient un soutien, un guide pour comprendre les choses à changer, pour que nous soyons, nous-mêmes, moteurs de ces changements. C'est bien là une condition pour que la société marche avec nos jambes et nos têtes et non pas celles de la bourgeoisie. Mais ce n'est sans doute pas ce que veulent nos délégués qui entretiennent la délégation de pouvoir pour maintenir leurs pouvoirs, leurs privilèges à eux. Non, décidément, ce n'est pas que nos délégués se soient trompés ; ils ne vont pas dans le bon sens, ils vont dans celui de l'intérêt du patron, de la bourgeoisie qui reste au pouvoir.

Alors prenons nos affaires en main, refusons ces délégués qui ont fait leur preuve ... de servitude au patron !

Rayons-les sur la liste au moment des élections !

Soutenons les jeunes délégués sortants pour qu'ils se battent sur nos positions et fassent du syndicat, notre syndicat ! Battons nous pour transformer toute la société !

N'hésitez pas à nous contacter : VOIE PROLETARIENNE - BP n°5 - 93401 Saint-Ouen Cedex.

Pour le Parti n°48 mai 1982

femmes : droit à l'emploi ?

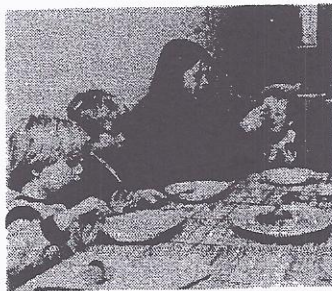
" Autonomie, égalité et dignité " a déclaré F. Mitterrand lors de son discours sur les femmes le 8 Mars dernier, à l'occasion de la journée internationale des femmes. Des mots qu'on ne peut qu'applaudir. Des mots, le PS et le PC nous ont habitués à en vivre depuis le 10 Mai. Dans les 110 propositions de gouvernement du PS les femmes n'étaient pas oubliées. Un paragraphe pour les immigrés, un paragraphe pour les femmes. Objectif : égalité. Pour les immigrés on en est loin. Pour les femmes aussi.

A l'occasion du 8 Mars le gouvernement a annoncé dix sept mesures en faveur des femmes (voir encart). Parmi elles un projet de loi sur l'égalité des sexes devant l'emploi. Grave sujet que Mitterrand n'a pas oublié dans son discours : "quelles que soient les difficultés de la lutte contre le chômage (sous-entendu : bien que l'on préférerait les femmes à la maison plutôt qu'exerçant une activité professionnelle... ou inscrites à l'ANPE) il va de soi que le droit des femmes à l'emploi, de même que leur droit à la formation, constitueront pour l'action gouvernementale au cours des prochaines années un impératif absolu ".

FEMMES ET EMPLOI : UNE PROFONDE INEGALITE

60 % des chômeurs sont des chômeuses; 75 % des smicards sont des femmes; plus de 80 % des emplois précaires et des emplois à temps partiel sont tenus par des femmes; 73 % des OS et des manoeuvres sont des femmes, alors

que les femmes ne forment qu'environ 25 % de la classe ouvrière; l'écart moyen entre le salaire d'un homme et d'une femme est de moins 40 % pour les emplois non ouvriers, de moins 22 % pour les emplois ouvriers en 1977 (écart au détriment des femmes bien sûr). Par ailleurs à qualification



égale on peut penser qu'un homme et une femme ouvrier(e)s ont le même salaire. Sur le papier c'est vrai. Dans la réalité ça ne l'est pas. Les conventions fixent un salaire garanti, mais en fait (surtout à cause des primes) le salaire réel est supérieur au salaire conventionnel. A

classification identique le salaire réel moyen d'un ouvrier est en moyenne supérieur de 13 % au salaire garanti. Celui d'une ouvrière de 6 % seulement (cette différence s'explique par l'absentéisme plus élevé chez les femmes, l'importance des primes non liées au rendement - équipe ou autre - dont bénéficient globalement beaucoup plus les hommes que les femmes, l'importance des primes liées au travail au rendement - avec salaire garanti très faible - dont " bénéficient " globalement plus les femmes que les hommes...).

Ces quelques chiffres illustrent la réalité. Encore bien plus complexe évidemment que ne peuvent le révéler les statistiques (voir aussi encart sur les qualifications).

L'égalité des hommes et des femmes dans l'emploi n'existe pas. Cela commence dès l'enfance : ce sont les petits garçons qu'on pousse aux " études " et à l'apprentissage d'un métier plus que les petites filles. Les filières scolaires " féminines " 22

conduisent essentiellement à des métiers mal payés, mal reconnus et de surcroît encombrés. Cela ne fait que continuer ensuite : qualification moindre donc travail répétitif, peu payé, au bas de la division du travail; double journée de travail donc moindre possibilité de formation " continue "; responsabilisation par rapport à la famille donc absentéisme privilégié des femmes pour qui c'est à elles de s'arrêter dès qu'un enfant est malade ou qu'il faut résoudre un problème familial (avec toutes les conséquences qui s'en suivent tant du point de vue salaire que du point de vue " avancement "). Sans compter la maternité, nécessité sociale, mais renvoyée aux responsabilités privées, et qui pénalise la femme dans sa différence. Tout le monde sait, bien que ça ne soit officiel nulle part, qu'une femme enceinte fait chier les patrons. Surtout pas aux femmes susceptibles de faire des gosses des postes de travail avec un minimum de responsabilités... donc mieux payés.

Les femmes dans l'emploi ouvrier : les qualifications

(Source INSEE)

Comment se décomposent les hommes ouvriers d'une part, les femmes ouvrières de l'autre, suivant la qualification en 1970 :

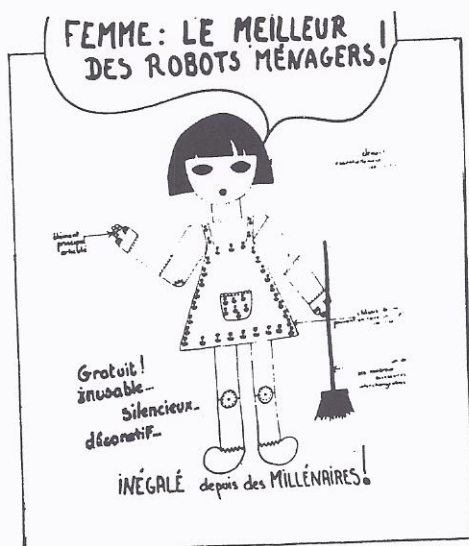
	Sur 100 ouvriers	Sur 100 ouvrières
Professionnels P3	11	2
P2	16	3
P1	17	8
OS	33	49
Manoeuvres	17	26
Autres (notamment jeunes de moins de 18 ans, apprentis)	6	12
	100	100

Et l'évolution sur la période montre que loin de diminuer les écarts s'accroissent.

Entre 1968 et 1974 par exemple le nombre de femmes ouvrières s'est accru de 12 %, c'est-à-dire plus que celui des hommes ouvriers, puis que la part des femmes par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière est passée durant cette période de 22 % à 24 %. Mais la part des femmes qualifiées a diminué, alors que la part des femmes OS et manoeuvres a augmenté :

Part des femmes dans l'ensemble de l'emploi ouvrier	1968	1974
Professionnelles P1 à P3 (par rapport à l'ensemble des professionnels)	14 %	13 %
OS (par rapport à l'ensemble des OS)	25 %	28 %
Manoeuvres (par rapport à l'ensemble des manoeuvres)	37 %	45 %
Autres	7 %	6 %

Ainsi 73 % des OS et des manoeuvres en 1973 sont des femmes !



L'inégalité devant l'emploi renvoie bien sûr à la situation des femmes dans la société. L'exploitation spécifique des femmes dans la division sexuelle du travail qui en fait les servantes du foyer, les principales (quand ce ne sont pas les uniques) responsables du travail dans la famille ne fait que se prolonger dans les conditions dans lesquelles les femmes exercent un travail salarié. Si les salaires féminins sont si faibles c'est justement parce que les femmes ne sont pas principalement préparées et formées pour un emploi, mais pour les tâches familiales; d'où faible qualification et utilisation de ce fait pour justifier un salaire " d'appoint " (en plus des tâches familiales). Si la promotion et la

" carrière " des femmes sont beaucoup plus bloquées que celles des hommes (même dans la classe ouvrière par l'accès à des stages de formation) c'est justement à cause du " handicap " de la maternité et de la double journée. Si les luttes collectives ont plus de mal à émerger et à aboutir sur des revendications spécifiques aux femmes, c'est justement parce que submergées de tâches et de responsabilités en dehors du lieu de travail, il ne leur reste ni temps, ni facilité (blocage du mari) pour s'organiser, que ce soit dans un syndicat ou ailleurs. Etc...

Le PS et le PC n'ont pas pour ambition de s'attaquer aux racines de la division sexuelle et sociale du tra-

vail. Ils n'ont pas pour ambition de révolutionner vraiment les conditions de vie (donc de travail) de notre société, de façon à avancer dans la suppression des différences et des inégalités : entre hommes et femmes, entre intellectuels et manuels, entre dirigeants et dirigés. Cela exigerait de donner le pouvoir à la classe ouvrière, pour lui donner le pouvoir de transformer radicalement la société : supprimer les productions et les emplois inutiles du point de vue de nos besoins réels; développer les productions et les emplois qui satisferont d'autres besoins que ceux que nous imposent le capitalisme; décider ensemble de ce qui doit être produit et de comment le produire : continuer avec les ingénieurs d'un côté et la chaîne.

de l'autre ou bien inventer une autre manière de produire ? Décider ensemble de comment doivent être résolus les problèmes " familiaux " : maternité, enfants, conditions d'habitat, de loisirs, etc...

Mais même si les programmes du PC et du PS ne vont pas jusque là, ils ont un objectif qu'ils proclament haut et fort : avancer dans l'égalité des hommes et des femmes.

DES BONNES INTENTIONS AUX FAITS

Reprenons la volonté affirmée que " le droit à l'emploi des femmes constitue un impératif absolu " : qu'a fait et que compte faire le gouvernement dans ce sens ?

La réalité contredit les mots. Les mesures annoncées sont des gouttes d'eau alors qu'il faudrait un océan. D'un côté " 60 % des places en stage de formation seront réservées aux femmes ", de l'autre " projet de loi anti-sexiste " qui permettra à des femmes de recourir à la justice en cas de discrimination ! Recourir à la justice une fois que le mal est fait (comme aux prud'hommes quand des licenciements abusifs sont prononcés) on sait ce que cela veut dire. La force de la réalité est bien supérieure à la force des déclarations légales !

Sur le seul exemple du droit à l'emploi la contradiction est éclatante entre les mots et les faits. Des déclarations d'intention parfaitement démagogiques d'un côté, et de l'autre on développe le temps partiel et on augmente les tarifs des crèches. Voilà en fait qui accentue l'inégalité des femmes devant l'emploi.

Mitterrand était d'ailleurs gêné aux entournures dans son discours du 8 Mars. Il disait en substance que la réduction du temps de travail pour tous (hommes et femmes) est " préférable au développement d'un temps partiel qui par la force des choses s'appliquerait encore principalement aux femmes. Mais, là aussi, il convient de se garder de tout sectarisme, de tout a priorisme : le temps partiel peut correspondre à des besoins réels. Il peut contribuer à la lutte contre le chômage : c'est dans ce sens que les ordonnances qui interviendront prochainement ont été élaborées ".

Et Yvette Roudy, Ministre des Droits de la Femme, de mettre les points sur les i : " Je suis pour que les gens fassent de ce mi-temps un instrument de libération et de promotion en suivant parallèlement un stage de formation et de reconversion, ou bien en profitent pour s'occuper plus des enfants " (Et qui en général s'occupe des enfants ?).

Et voilà : on veut donner aux femmes le même droit à l'emploi qu'aux hom-

mes et on promulgue et on encourage le temps partiel qui pénalise d'abord les femmes renvoyées aux " salaires d'appoint ", aux travaux les plus chiants et sans débouchés qui sont presque toujours ceux des temps partiel, et au temps pour les gosses et les fourneaux (voir à ce sujet : " temps partiel, temps d'esclave " dans le dernier n° du journal).

Par ailleurs Mitterrand a dit encore, toujours le 8 Mars : " C'est en combinant les effets de la réduction du temps de travail, de l'égalisation des salaires masculins et féminins, de la mise en place d'équipements collectifs de garde et d'éducation des jeunes enfants et de la réglementation des prestations familiales que l'on parviendra progressivement à créer les conditions d'une liberté réelle ".



Parlons donc des " équipements collectifs de garde et d'éducation des jeunes enfants ". Il est exact que c'est là une pierre de touche de la possibilité réelle qu'ont les femmes d'aller travailler à l'extérieur. Comme en général ce n'est pas l'homme qui restera au foyer faute de mode de garde des enfants, c'est bien à la situation des femmes que cette question renvoie : pas de place en crèche ou crèche trop chère : femme qui n'aura de fait pas " droit à l'emploi ".

Or dans quel sens va-t-on depuis le 10 Mai du point de vue des crèches ? Dans le sens de les rendre de plus en plus inaccessibles.

PARLONS UN PEU DES CRECHES

Alors que l'école, y compris l'école maternelle, est un service public et gratuit, les crèches ne sont ni vraiment l'un, ni surtout pas du tout

l'autre. Les crèches départementales et municipales (1) qui forment l'immense majorité des crèches sont principalement financées par la C.A.F. (Caisse d'Allocations Familiales), ensuite par les municipalités, enfin par les parents. La CAF, comme la Sécurité Sociale, est gérée de façon tripartite : état, représentants patronaux, représentants syndicaux. Les mesures qu'imposent la CAF à partir de Juin 82 sont celles-ci :

- relèvement des participations parentales de telle façon que le minimum (un couple avec 2 SMIC) soit de 900,00 par mois et le plafond de 1 800,00 par mois. Entre les deux toutes les graduations possibles bien sûr (2 salaires à 4 000 par exemple paieront environ 1 200 par mois). Pour une femme

payée au SMIC c'est presque 1/3 de son salaire qui passe pour régler la crèche. Quand on fait le compte avec les autres charges incompressibles (cantines et colonies de vacances des enfants plus grands, " nourrice " pour les amener à l'école et les reprendre le soir, soit 300 à 400 par mois, transports, etc...), il y a de quoi s'arracher les cheveux. Sans compter que ceci est valable pour un enfant. Quand on en a deux à la crèche, même si on paie moins pour le 2ème, que croyez-vous qu'il va se passer ? Les femmes qui n'ont pas un haut salaire arrêteront d'avoir un emploi tout simplement.

- (1) Nous ne parlons pas ici des crèches familiales - nourrices suivies par un centre de PMI -, ni des crèches privées type " crèche parentale " créées à l'initiative d'individus et fonctionnant comme des associations.

Le programme du gouvernement

— Préparation d'un programme d'actions gouvernementales : chaque ministre devra fournir d'ici à la fin juin un rapport sur les mesures qu'il entend prendre au sein de son ministère pour lutter contre le sexisme ;

— Mixité dans la vie municipale : régionale : un quota de 30 % sera institué lors des élections municipales et régionales pour réserver des candidatures aux femmes ;

— Lutte contre le proxénétisme et pour la réinsertion des prostituées ;

— Formation des personnels médicaux et paramédicaux dans le domaine de la contraception ;

— Remboursement de l'interruption volontaire de grossesse par la Sécurité sociale dès septembre 1982 ;

— Accueil des femmes victimes de violences dans les commissariats par un personnel qualifié ;

— Système d'avance et de récupération des pensions alimentaires non payées. L'avance sera calculée sur la base de l'allocation-orphelin, complétée par un fonds de garantie ;

— Pour aboutir à l'égalité fiscale, une étude va être confiée à une femme parlementaire, qui devra faire des propositions d'ici à la fin de

l'année 1982 (le but est d'atteindre l'imposition séparée) ;

— Disparition de la notion de « chef de famille » et capacité fiscale de la femme mariée reconnue dès 1983 ;

— Etude d'un système de droit propre à la retraite pour les femmes ;

— Projet de loi pour reconnaître, en tant que co-exploitantes, les femmes d'agriculteur. Les femmes de commerçant ou d'artisan pourront choisir entre le régime de collaboratrice, d'associée ou de salariée ;

— Projet de loi sur l'égalité de sexe devant l'emploi ;

— Projet de loi antixéniste sur le modèle de la loi antiraciste ;

— Amélioration des procédures pour le financement du fonds social européen ;

— Stages expérimentaux de formation professionnelle pour diversifier les emplois des femmes ;

— Orientation professionnelle dans le cadre de la solidarité avec un plus grand choix de filières de formation ;

— Formation du personnel de l'A.N.P.E. et de l'A.F.P.A. pour améliorer l'accueil et l'information des femmes sur leurs droits.

Aucune mesure positive ? Si bien sûr. Le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse par exemple, c'est bien le minimum que pouvait faire le gouvernement. Alors que presque tous les soins sont remboursés par la Sécurité Sociale pourquoi celui-là particulièrement ne l'était pas ? Egalité fiscale, disparition de la notion de " chef de famille ", on ne crache pas dessus. Mais pour la plupart ces mesures sont du bidon qui ne vont pas faire changer grand-chose. Un quota de 30 % de femmes aux élections municipales et régionales ? D'accord. Mais ça ne transformera guère la séparation du pouvoir politique et des masses sans pouvoir, ça ne transformera guère le rapport de la majorité des femmes du peuple à la politique, des femmes qui continuent d'assurer seules et gratuitement l'immensité des charges familiales et pour qui ça constitue le frein principal à ce qu'elles s'emparent de la politique. Projet de loi anti-sexiste, projet de loi sur l'égalité des sexes devant l'emploi ? D'accord. Mais dans la réalité le droit des femmes à l'emploi s'amenuise au lieu de grandir. 17 mesures qui n'engagent pas à grand chose...

- Mais ce n'est pas tout : la CAF veut mensualiser les paiements. C'est-à-dire faire payer un forfait mensuel qui serait le résultat du prix de l'année de crèche divisé par 11 mois, ceci que l'enfant soit présent ou absent à la crèche. En attendant, pour aller dans ce sens, à Paris les parents paieront, à partir du 1er Juin, 25 % du montant des jours d'absence au-delà des jours d'absence autorisés (soit au-delà de 4 jours par mois) et ceci quelle que soit la raison (que l'enfant soit parti en vacances... ou soit malade !). Ainsi la femme obligée de s'arrêter pour garder un enfant malade dont la crèche ne veut pas, sera non seulement pénalisée par rapport à son employeur mais devra en plus payer la garde de l'enfant... gardé par elle !

- Et ce n'est pas tout ! Le pire est à venir : le projet de la CAF c'est de rentabiliser les crèches, c'est-à-dire de faire payer globalement aux parents le prix réel de revient de la journée de crèche qui se monte actuellement jusqu'à 170 F. par jour (soit dans ce cas 3 740 F. pour 22 jours de crèche sur un mois !).

On pourrait penser que le gouvernement s'oppose à ces projets. Et bien pas du tout. Les représentants du Ministre de la Famille ont clairement dit à la délégation de l'association des parents de crèche venus protester contre ces mesures que ces projets allaient dans le bon sens : " Le problème du tarif est considérable mais on ne peut ignorer cette cohorte de gens qui n'ont pas de place en crèche. Les parents qui ont eux déjà une place en crèche

ont de la chance (...) Devant l'absence de places en crèche notre souci n° 1 c'est d'en créer, donc nous nous adressons aux élus. Il s'agit donc de baisser les charges des collectivités locales, pas celles des parents aujourd'hui. (Vous protestez contre ces mesures) mais je pense qu'il y a aussi des aspects positifs, en regard à la rentabilité des collectivités locales. Pour ne prendre qu'un exemple la mensualisation a été appliquée à Créteil dans des conditions satisfaisantes (...). Nous n'avons jamais parlé de gel des tarifs. Je vous le dis nettement nous sommes opposés à cette position. La question c'est qu'on aurait dû augmenter progressivement les tarifs des crèches. Je vous le dis : aujourd'hui nous n'allons pas vers la gratuité des crèches ".

Mais au contraire vers leur " rentabilisation " ! (2).

Alors M. Mitterrand croyez-vous que c'est cela qui va permettre d'aller dans le " bon sens " pour l'égalité des femmes dans le droit à l'emploi ? Comme le chantaient des femmes dans la manifestation de la coordination des groupes femmes à Paris le 6 Mars : " Voilà qu'ils nous honorent, il ne manquait plus que ça, " Ils nous médallent à l'Elysée, ils parlent de nous à la télé, " Un pas en avant, ah, les belles promesses, trois pas en arrière, on voit pas le changement ! " Mauroy ne sait pas quoi faire pour notre libération, " Voilà qu'il légifère pour nous à Matignon " Il nous propose le mi-temps et puis aussi trois quarts de temps...

ALLER DANS LE BON SENS

Pour aller dans le bon sens il faudrait une baisse réelle du temps de travail pour tous : 35 h aujourd'hui sans perte de salaire et sans augmentation des charges de travail ; il faudrait transformer l'école et mettre en place des formations bien plus importantes ; il faudrait un service collectif de prise en charge des enfants (et pas seulement pour les " garder " mais aussi pour les éveiller à la vie) beaucoup plus étendu qu'aujourd'hui et gratuit ; il faudrait des services collectifs de prise en charge d'un certain nombre de tâches assumées ac-

(2) Il y a de multiples autres questions à aborder bien sûr à propos du mode de garde des jeunes enfants : dans les crèches collectives le personnel est peu formé, peu payé, il n'y en a pas assez, on ne remplace presque jamais le personnel absent, les heures d'ouverture des crèches ont été réduites, etc... Sans compter le manque de crèches sur les lieux de travail, le problème des autres modes de garde comme celui des nourrices, etc...

tuellement individuellement dans la famille le plus souvent par les femmes; il faudrait des transports moins chers et suffisants. Entre autres.

L'argent pour cela ? Mais les capitalistes qui ont besoin des hommes et des femmes au travail doivent payer. Entretenir sa force de travail pour un couple, ce n'est pas seulement acheter un beefsteak c'est aussi le faire cuire; ce n'est pas seulement payer le loyer de l'appartement c'est aussi le nettoyer et le ranger; ce n'est pas seulement s'entretenir à deux, c'est aussi faire et élever des enfants dont la société aura " besoin " plus tard : pourquoi ces obligations ne rentrent-elles pas dans le prix social de la force de travail ? Pourquoi les patrons font-ils l'économie de payer tout ce que les femmes font gratuitement et qui fait pourtant partie

de l'entretien de la force de travail que les capitalistes achètent... mais qu'ils ne paient pas en conséquence ?

Avancer dans l'égalité des hommes et des femmes, c'est aller dans ce sens : au niveau du droit à l'emploi, il faut s'organiser et exiger des patrons et de l'état qu'ils assument les contradictions qu'ils ont créées et entretenues.

Dans cette lutte on avancera vraiment dans le bon sens, celui de la révolution. Car comprendre pourquoi les femmes ne sont pas égales aux hommes dans l'emploi c'est commencer à comprendre ce qu'est la division du travail.

La force des femmes sous-qualifiées, exploitées à l'usine et exploitées à la maison, c'est justement que leur

intérêt n'est pas d'exiger qu'elles prennent des places de P3 en renvoyant des hommes à la chaîne, n'est pas d'exiger que les hommes assument à leur tour une situation de double journée dont elles connaissent l'insupportabilité : elles sont parmi les mieux placées pour exiger qu'il n'y ait plus de P3 d'un côté et les OS, la chaîne et le travail au rendement de l'autre; qu'il n'y ait plus le " travail " d'un côté, et les " problèmes individuels ", la " maison ". la " vie privée " de l'autre. Elles sont parmi les mieux placées pour remettre en cause la division sociale et sexuelle de la société et pour s'emparer de la lutte pour la transformer. Cette force là fait partie de l'avenir. Et de ce point de vue l'ouvrière est peut-être l'avenir de l'ouvrier...

Danielle FIGNER

m.l.f. : comment se libérer du ménage ?

Un article récent du journal du MLF (" déposé ") vient opportunément nous rappeler qu'il n'y a pas un " mouvement des femmes ", mais des positions différentes, et même souvent antagoniques, bourgeoises et prolétariennes, sur les luttes et l'avenir des femmes. Le n° 79 de ce journal, " Des femmes en mouvement hebdo " (Février 82), part en guerre pour la sauvegarde du travail des domestiques, en protestant contre la loi de Décembre 1981 qui supprime l'exonération de taxe sur les salaires qui leur sont versés.

Quel scandale pour le MLF ! Pensez-vous : " Une femme qui déclare une autre femme salariée sera taxée... " (notez bien que l'article ne dit pas " une patronne qui achète le travail d'une domestique ", il faut rester pudique... parler " femmes " permet de masquer le rapport d'exploitation). Les arguments du MLF ne manquent pas de sel. Jugez-en plutôt.

" Une femme qui est employée de maison fait du travail domestique une activité salariée. Elle gagne sa vie et son indépendance économique : elle travaille dehors et échappe au servage du foyer... ". Tiens, pour les domestiques salariées il n'y a pas double journée de travail : dehors et à la maison. Travailler chez une " autre femme " les libère par miracle du " servage du foyer ". Miracle des " femmes en mouvement " : l'une va faire le ménage de l'autre qui devient libre d'aller ailleurs. On le voit, la lutte contre la double journée est donc réservée au bénéfice de la femme patron. Pour elle, ne pas avoir de domestique dit le MLF, c'est supprimer " la liberté des femmes de sortir de la maison, une trop grande liberté libidinale à mettre au pas ". Ah, cette " liberté libidinale " que la bourgeoisie échange contre le travail domestique de " sa soeur " portugaise, espagnole... D'ailleurs ces bourgeoises, non, pardon, ces " femmes paient déjà au prix fort le droit de sortir " (tu parles, avec le niveau des salaires des domestiques !).

Langages de petites patronnes qui râlent contre le " prix fort " qu'elles paient aux ouvrières, les impôts dont l'Etat les taxe. Petites patronnes qui se vantent par ailleurs pour se justifier des emplois

qu'elles créent qui permettent " l'indépendance économique " de leurs employées, et qui menacent : " cette pression fiscale incite au travail au noir pour le plus bas salaire ". Bref, il n'y a plus aucune différence entre ce MLF-là et les syndicats de petits patrons genre CID-UNATI de Poujade.

Un titre de l'article dit : " La grogne de 500 000 donneurs d'emploi pas comme les autres ". Pas comme les autres ? Ah oui ! Ce sont des patronnes, des femmes-patrons. Alors là ça change tout ! Il n'y a plus de classes, mais " les femmes ". Comme titre le journal du MLF " pour parler des femmes, il n'y a que les femmes " ! Et bien non, mesdames les petites bourgeoises.

Votre langage petit patron du genre " c'est sans doute la première fois qu'employeurs et employés se sentent également atteints dans leur droit au travail. Encore faut-il préciser qui sont ces employeurs et employés... Ce sont, d'un côté comme de l'autre, des femmes ", n'a rien de nouveau qui puisse impressionner. N'y aurait-il donc " qu'employeurs et employés " et non " patronnes et ouvrières " chez " les femmes " ? Allons donc !

Ce petit article a pour but de nous inciter, camarades, lecteurs et lectrices du journal, à réfléchir plus à la question du " mouvement des femmes ". A poser des revendications concrètes qui servent les intérêts des femmes prolétaires, des femmes du peuple, et non pas des femmes en général. Car, à mon avis, nous n'avons pas encore bien marqué dans le concret cette démarcation fondamentale. Et ainsi nous ne pouvons pas tracer de perspective pour construire un mouvement des femmes indépendant de la bourgeoisie, qui s'est arrogé le droit de parler au nom " des femmes ".

Par exemple sur la question de reconnaître le travail domestique comme un travail social. Le MLF met en avant que l'emploi d'une domestique permet de transformer le travail à la maison (enfants, ménage, etc) : il n'est plus " ... travail caché, invisible... (mais) déclaré, payé... ". La solution du MLF sur ce point,

il était une fois...

Pour le Parti n°56 janvier 1983



le capital, Laurette et les autres.

C'est une histoire qui commence à dater, mais j'ai bien envie de vous la raconter parce que, malgré son contexte, c'est une belle histoire. C'est une histoire qui nous (cellule Grenelle), nous a fait réfléchir et rêver à une autre politique. Une politique n'enfermant pas l'exploitation dans la cage de l'usine, une politique dont les femmes ouvrières pourraient se saisir.

La voilà.

LA VIE BIEN ORDINAIRE D'UNE OUVRIÈRE

Laurette est une presseuse française de l'Atelier. Elle ne fait partie ni des plus jeunes, ni des plus âgées (environ 45 ans). Sa vie concentre à elle seule ce qui, finalement, est le lot de beaucoup d'ouvrières : à la Grenelle, son "cas" n'est pas particulier.

Grande gueule énergique, elle est tout aussi prompte à se révolter devant les injustices qu'à y répondre à force d'individualisme. C'est que sa vie n'est pas simple. Elle se fraie un chemin au confluent de deux cultures (paysanne et ouvrière). De son origine paysanne elle puise des réactions conservatrices, moralistes, etc., et... une énergie à se débattre contre les éléments d'une nature, d'une réalité, pas toujours bienveillantes. De sa migration vers la ville et le monde ouvrier (et notamment par l'intermédiaire de son compagnon "kabylo communiste"), elle retire une ouverture à la politique (de gauche), une sensibilité à la solidarité collective, de classe. S'affronter à l'usine l'a meurtrie dans sa chair. Sa dernière grossesse a été très difficile : elle a "voulu" travailler jusqu'au dernier moment sur sa presse. S'en est suivi un accouchement pendant lequel un médecin l'a charcutée : son enfant meurt, elle risque alors elle-même pour sa peau, en attendant

elle doit subir une totale. Finie pour elle la possibilité d'enfanter. Ceci dit, des enfants, elle en a.

Deux de son premier mariage : l'un est placé "en pension", l'autre est assez grande pour vivre de ses propres ailes. Et de son nouveau compagnon elle a un garçon... et la difficulté à assumer son statut de 2ème femme d'un homme ayant une famille à nourrir au pays. L'approche de l'été est pour cela très pénible pour elle : c'est l'heure où son compagnon rejoint la Kabylie. Et cette fois, c'est une fois de trop. Parce qu'alors il y a accumulation de situations difficiles auxquelles il faut qu'elle s'affronte chez elle, comme à l'usine.

L'ETAU DU CAPITAL SE RESSERRE

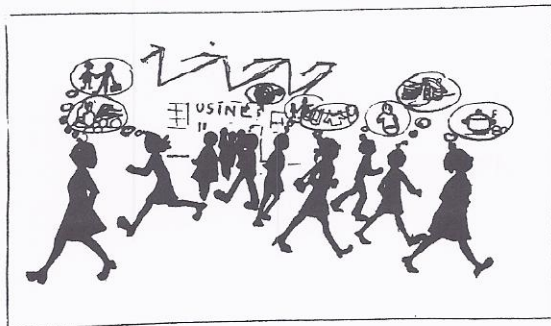
Tout d'abord des problèmes fin. Laurette a fait dans l'année une démarche auprès du CE pour obtenir un logement, en vue de se séparer de son compagnon. Puis elle fait machine arrière, et... de nombreuses démarches pour récupérer la caution d'un logement qu'elle n'a jamais occupé.

C'est aussi l'époque où sa fille aînée l'appelle à l'aide... financière, où les responsabilités familiales de son compagnon au pays exigent de grever leur budget au maximum.

Ensuite, des problèmes de relation, de contradiction entre son compagnon et elle. Elle fait, à ce moment-là, son possible pour faire revenir son fils chez eux (celui qui est en pension). Si elle s'autorise ce projet, de même que si elle a reculé devant la rupture c'est qu'elle espère sa situation de 2ème femme en voie de résolution, ou plutôt qu'elle pense la supporter mieux. Or, malgré de nombreux accrochages entre eux à ce propos, elle se retrouve encore une fois devant un état de fait qu'elle refuse...

Et enfin à l'usine... C'est plus que jamais la dureté des conditions de travail qui dominent : les cadences imposées par le système de salaire aux pièces, le travail décervelant et l'impossibilité de quitter son poste de travail suffisamment longtemps pour pouvoir rompre son isolement l'écrasent un peu plus. Terribles sont les pensées de l'ouvrière clouée à son poste de travail et réduite à la production de gestes rapides et mécaniques. L'esprit est "libre" puisqu'en aucun cas le travail en question n'exige ni réflexion, ni créativité, ni initiative de la part de l'ouvrier(e). Alors on pense à ce qui nous mobilise par ailleurs, mais on pense mal. Pour peu que ce qui nous mobilise soit objet de préoccupations et d'angoisses, alors on a un mal fou à maîtriser le flot de ses pensées et bien loin d'avoir les moyens de résoudre les questions que l'on se pose (on aurait le temps après tout...), on tourne en rond, le noir succède au noir et on s'y engouffre de plus en plus. C'est que ce n'est pas rien de dire que le travail aliéné brise en nous ce qu'il y a d'humain. Il fait, pour le moins, de nous des mécaniques coupées en deux : d'un côté un corps qui agit, seul, par la force des réflexes conditionnés face à la machine, de l'autre une tête qui fonctionne, seule, avec une matière qui n'a aucun lien avec ce que fait notre corps. De quoi tourner en rond ou plutôt ne pas tourner rond...

La plupart du temps (pour le grand bien du capitalisme), ces conditions de travail sont relativement intégrées par les ouvrier(e)s. Mais là, la convergence trop forte entre l'oppression que subit Laurette chez elle et celle qu'elle subit à l'usine la font craquer : un jour pas de Laurette au boulot, ce qui est un événement en soi pour elle. Un coup de fil dans l'atelier le lendemain. C'est un appel au secours en direction d'un camarade de VP, en tant que bonne copine, en tant que déléguée ayant pris parti en sa faveur contre la commission logement (rappelez-vous, cette histoire de caution...). Réagir vite, mais pas n'importe comment. Parer au plus pressé, mais ne pas le faire ni en douce, ni seule. Comment imposer à la CGT, au CE de prendre position ? Comment aller plus loin que le réflexe individuel et permettre que l'histoire de Laurette soit l'affaire de toutes ? Questions et réponses pas des plus simples quand on ne peut plus se contenter





de positions de principe mais qu'il faut les mettre en oeuvre. Nous avons participé et essayer d'aider à cette démarche, même si tout ça ne s'est pas fait de manière très consciente de la part de la camarade de VP particulièrement sollicitée, ni de la part de la cellule. C'est après coup que nous avons compris tous les enjeux de ce qui s'était passé.

APPEL AUX SPECIALISTES OU SOLIDARITE DE CLASSE

Bon, d'abord la déléguée impose prioritairement au syndicat, secondairement à la maîtrise un état de fait : elle prend des heures de délégation pour aider Laurette à se relever de sa dérive. Ensuite, elle en tient informées les camarades de l'atelier pour qu'elles commencent à en discuter entre elles. Chez Laurette elle assure ce qui est indispensable à faire et que Laurette est alors incapable d'assumer, mais qui de fait la préoccupe et l'empêche de se concentrer sur sa propre situation : appel au médecin de famille, prise en charge du gamin en rentrant de l'école pour déjeuner etc... Ensemble, elles débattent le terrain. Deux solutions s'offrent à Laurette. Soit faire appel aux différents spécialistes (assistante sociale de la boîte et de la municipalité, CE pour secours, etc...), réflexe dont Laurette a l'habitude. Soit compter sur la solidarité des filles de l'atelier, ce qui n'est pas simple pour elle, se méfiant des unes et des autres. Ceci dit, elle a bien fait appel à l'une d'entre elle, ceci dit elle commence à en revenir de ces spécialistes de tout poil "qui ne sont pas du côté des ouvriers". Mais l'expérience n'en est pas suffisamment grande et la solidarité des filles n'a pas suffisamment fait ses preuves jusqu'à présent pour qu'elle ne choisisse pas une solution bâtarde. Elle veut et faire appel aux spécialistes et solliciter la solidarité collective pour avoir le maximum de chances de s'en sortir. Soit. Les démarches sont faites auprès de l'assistante sociale, du CE... sans aucun

résultat, voire en la rendant l'unique responsable de la situation dans laquelle elle se trouve...

Parallèlement, s'organise le soutien dans l'atelier : mise en route d'un réseau de visites, d'appels téléphoniques réguliers pour que Laurette ne soit pas isolée pendant son arrêt. Chacune fait le point avec les autres pour une meilleure coordination. Les causes de la dépression de Laurette, celles qui sont liées à l'usine, comme celles qui sont du ressort du "privé" font l'objet d'une réflexion collective. Chacun en fait son affaire personnelle, oui, ce que vit Laurette c'est ce que nous avons vécu, ce que nous vivons, ou ce que nous vivrons. Chacune a son mot à dire : sur le travail aux pièces contraignant, sur cette division du travail qui nous rive chacune à notre poste et nous fait vivre à côté des autres 8 h par jour. Sur ce travail que l'on doit subir que l'on ait la tête à ça ou pas. Sur la maîtrise qui nous considère comme des machines à produire un point c'est tout. Sur la CGT plus compétente à défendre les intérêts du patron que ceux des ouvriers. Sur les rapports hommes/femmes, sur le déchirement entre la nécessité de travailler et les responsabilités vis-à-vis des enfants. Sur les situations familiales imposées aux immigrés. Sur le fait que tout concourt à nous enfoncer.

CHOISIR LA SOLIDARITE, CA PAVE !

Nous faisons le tour de ce que sont nos besoins et nous comprenons un peu mieux en quoi ils sont soumis au capital dans et hors de l'usine, au-delà des apparences (coupure privé/social)...

Ce sont des moments où les regards irrités de la maîtrise sur les petits groupes spontanés et réguliers de discussion dans l'atelier, ont bien peu d'influence sur les ouvrières. Et où il ne faut pas que cette même maîtrise "s'amuse" à avoir un seul mot, une seule exigence plus haut que l'autre si elle ne veut pas se faire rabrouer vite fait, bien fait.

Nous sommes alors rortées d'une plus grande conscience et de classe et d'être femmes dans cette classe, notre unité se renforce non pas grâce à des appels volontaristes à la solidarité : nous en saisissons le contenu réel, la base objective nécessitant cette unité.

Et ces mêmes filles, indifférentes au rituel des collectes de la CGT ou du CE pour le décès d'un tel, le départ en retraite de l'autre ont pensé à en organiser une, elles-mêmes, pour Laurette. L'idée n'a pas abouti concrètement, je ne sais plus pourquoi. Mais elle est lancée et discutée. C'est une manière de dire Non aux spécialistes de l'assistanat bourgeois qui nous dépossèdent de ce qui est l'objet de la solidarité de classe.

C'est une manière de dire Non à la délégation de pouvoir, cette affaire est la nôtre, elle est trop précieuse pour la laisser entre vos mains puisque vous utilisez toujours ce genre de situation pour nous ligoter un peu plus. Et dans les faits, c'est vrai, nous avons un peu ébranlé les solutions réformistes sur le terrain du social. Terrain qui jusqu'alors leur permet de tirer à leur profit les liens contradictoires les unissant aux ouvriers. C'est qu'ils ont des réponses. Et ces réponses ont sur eux, et surtout sur elles, une réelle force : en répondant aux préoccupations des ouvrières de manière individuelle, en pesant de tout leur poids pour faire jouer de concert la direction, l'armada des spécialistes... et le député du PC, ils les attachent à eux par des liens de reconnaissance qui poussent à passer sous silence les critiques politiques si on ne veut pas s'affronter à des réflexions du genre "tu nous critiques mais tu oublies bien vite que l'on t'a dépanné tel jour de telle somme" par exemple : leur politique est une politique de type clientéliste et c'est une autre alternative qui est en germe ici.

Comme je le disais avant de raconter cette histoire, c'est avec le recul du temps et notamment au moment du bilan de la cellule Grenelle, que nous en avons alors mesuré l'importance, en quoi cet événement avait été l'embryon d'une autre conception et de l'exploitation et de la politique. En quoi aussi il y a matière dans ce qui se passe à l'usine à élargir notre activité : une activité qui tienne compte de l'entière des rapports sociaux de production et de reproduction.

En quoi, pour finir, les ouvrières, de par leur place objective particulière (dans la production et la reproduction) peuvent jouer un rôle de pointe dans le processus de transformation de la société, dans son ensemble.

Les y aider est bien là une de nos tâches et dès aujourd'hui...

Correspondante VP